

TRAVAUX ET DOCUMENTS
Responsable de la collection : Didier Morin

INTERPRÉTATIONS D'UN CONFLIT
LE CAS DE LA SOMALIE

Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS

N° 70 - 2001

CENTRE D'ÉTUDE D'AFRIQUE NOIRE
IEP de Bordeaux
Domaine universitaire
11, allée Ausone
F-33607 PESSAC CEDEX
Tél. (33) 05 56 84 42 82
Fax (33) 05 56 84 43 24
E-mail : info@cean.u-bordeaux.fr

Chronologie

1 ^{er} juillet 1960	Indépendance et réunification du Somaliland britannique et de la Somalie italienne, avec pour président Aden Abdulla Osman, un Hawiye, et pour Premier ministre Abdurashid Ali Shermarke, un Mijertein.
20 juin 1961	Les populations de l'ex-Somaliland boycottent le référendum sur la Constitution car la Présidence, le poste de Premier ministre et les portefeuilles de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères ont tous été attribués à des personnalités du Sud. Les résultats donnent 70 % de votes négatifs dans le Nord.
Décembre 1961	Échec de la tentative de coup d'État menée par Hassan Keid et des officiers du Nord formés par les Britanniques à Sandhurst.
16 juin 1963	Naissance du <i>Front for the Liberation of Ogaden</i> , un mouvement irrédentiste, ancêtre du <i>Western Somali Liberation Front</i> (WSLF). Appuyé par Mogadiscio au moment où l'on parle de la découverte de gisements de gaz dans l'Ogaden, il provoque des affrontements frontaliers en octobre 1963 et février 1964. La frontière somalo-éthiopienne n'a jamais été bornée et son tracé provisoire date de l'administration militaire britannique dans la région pendant la Seconde Guerre mondiale.
1967	Les élections amènent Abdurashid Ali Shermarke, un Mijertein, à la présidence et Mohamed Hadj Ibrahim Egal, un Isaaq, au poste de Premier ministre.
15 octobre 1969	Assassinat d'Abdurashid Ali Shermarke par un garde du corps.
24 octobre 1969	Coup d'État de Mohamed Siad Barre, un homme qui a débuté dans la police avant d'entrer dans l'armée.
20 avril 1970	Arrestation du premier vice-président, accusé de complot.
7 et 27 mai 1970	Nationalisation des lieux de travail et création de comités de travailleurs qui seront suivis, le 24 juillet 1973, de comités d'entreprises.
21 octobre 1970	Proclamation du socialisme scientifique comme doctrine d'État.
22 juillet 1971	Étatisation du commerce de céréales.
11 janvier 1972	Fixation autoritaire des prix.
2 mars 1972	Suppression du travail temporaire ou saisonnier.
23 juillet 1972	Exécution de trois officiers respectivement abgal, Habar yunis et mijertein accusés d'avoir tenté de renverser Siad Barre.
27 septembre 1972	Adoption d'une loi dite des 26 articles qui fixe les délits passibles de la Cour de sûreté de l'État.
21 juillet 1973	Création de coopératives d'État.
27 novembre 1973	Fixation autoritaire des loyers.
7 février 1974	Adhésion à la Ligue arabe.
16 mars 1974	Nationalisation des compagnies de navigation.
1 ^{er} mai 1974	Promulgation de la loi sur l'enseignement primaire obligatoire après le lancement, en 1973, d'une grande campagne d'alphabétisation et l'adoption, en octobre 1972, d'une transcription latine du somali, retenu comme seule langue d'enseignement.
23 février 1975	Exécution publique de dix oulémas qui avaient dénoncé un décret donnant les mêmes droits d'héritage aux femmes qu'aux hommes. La répression provoque la naissance d'un parti islamiste.
23 mars 1975	L'ambassadeur de France à Mogadiscio, Jean Gueury, est enlevé par le Front de libération de la côte des Somalis.
4 février 1976	Un commando du Front de libération de la côte des Somalis prend un bus en otage à Loyada, sur la frontière djiboutienne.
Mars 1976	Visite de Fidel Castro qui se fait en vain l'avocat d'une coalition rassemblant les pays « socialistes » de la région, à savoir la Somalie, le Yémen du Sud et l'Éthiopie.
1 ^{er} juillet 1976	Lancement d'un parti unique, le <i>Somali Revolutionary Socialist Party</i> , qui remplace le Conseil de la junte militaire.

Juillet 1977	La Somalie et le WSLF attaquent l'Éthiopie et conquièrent l'Ogaden. L'URSS se range du côté d'Addis-Abeba. La guerre va faire 8 000 morts dans l'armée somalienne et provoquer le départ de 150 000 réfugiés. Les <i>kulmis</i> (regroupements de deux à trois divisions de l'armée somalienne) évacuent l'Ogaden.
18 octobre 1977	La police ouest-allemande libère un avion de la Lufthansa détourné sur Mogadiscio.
13 novembre 1977	La Somalie dénonce l'accord de juillet 1974 qui la liait pour vingt ans à l'URSS et expulse les conseillers soviétiques encore présents sur son territoire.
9 avril 1978	Échec d'une tentative de putsch menée par des officiers mijertein mécontents de la défaite somalienne en Ogaden et, d'une manière générale, du coup d'État de 1969, qui avait renversé un Président issu de leur clan.
8 février 1979	Le colonel Abdullahi Yussuf Ahmed, cerveau du coup d'avril 1978, fonde le <i>Somali Salvation Front</i> avec Omar Hassan Mohamed « Istarlin », un ancien maire de Mogadiscio, et Isman Noor Ali « Qonof », un juge de la Cour suprême qui avait lancé un <i>Somali Democratic Action Front</i> lorsqu'il était en exil à Addis-Abeba en 1976.
30 décembre 1979	Les 171 membres de l'Assemblée populaire (Golaha Ummadda) sont élus en vertu de la nouvelle Constitution qui vient d'entrer en vigueur.
22 août 1980	Signature pour dix ans d'un accord de coopération militaire avec les États-Unis, qui récupèrent la base soviétique de Berbera. La reprise de la coopération occidentale se traduit également par le grand retour du colonisateur italien – avec de nombreux projets de développement – et même de l'Afrique du Sud, qui fournit une assistance militaire en échange de droits d'atterrissage à Mogadiscio, sa compagnie aérienne étant boycottée par les autres États membres de l'OUA.
Octobre 1980	Déclaration de l'état d'urgence du fait de l'afflux des réfugiés d'Ogaden et de ruptures d'approvisionnement.
6 avril 1981	Des Issaq en exil à Londres fondent le <i>Somali National Movement</i> (SNM). La nomination à la vice-présidence d'un Hawiye, Ali Mohamed « Wardigley », sert à légitimer les prétentions d'abord trans-claniques des opposants à la dictature. D'autres demandent déjà l'indépendance. Les Issaq se plaignent de l'état de sous-développement dans lequel leur région est laissée et en veulent à Barre d'avoir renversé en 1969 l'unique Premier ministre issaq qu'ait connu la Somalie en la personne de Mohamed Ibrahim Egal. Ennemis traditionnels des Ogaden, à qui ils disputaient les oasis du Haud Éthiopien pendant la saison des pluies, les Issaq craignent aussi l'invasion des réfugiés chassés d'Éthiopie par la guerre. Des heurts opposent des Habar Yunis du SNM et des Ogaden du WSLF en novembre 1982. Le 4 ^e régiment <i>Afaraad</i> des Issaq du WSLF, constitué pour faire pendant aux Ogaden, rejoint le SNM quand les troupes de Siad Barre tentent de le désarmer.
Octobre 1981	Formation du <i>Somali Salvation Democratic Front</i> (SSDF), qui regroupe le <i>Somali Salvation Front</i> et la gauche intellectuelle écartée du pouvoir par Barre dès 1970, le <i>Somali Workers' Party</i> et le <i>Democratic Front for the Liberation of Somalia</i> . Appuyé par l'Éthiopie, le SSDF opère dans le centre du pays. Des dissidents hostiles au soutien éthiopien fondent un éphémère <i>Somali Patriotic Liberation Front</i> à Aden en 1985.
20 février 1982	La répression d'une manifestation fait 47 morts à Hargeisa après l'arrestation, en novembre 1981, de fonctionnaires et d'intellectuels qui avaient fondé une ONG, Ufo, suspectée de vouloir se substituer à l'État et de soutenir le SNM.
Juin 1982	Une colonne du SSDF appuyée par 9 000 soldats éthiopiens pénètre en territoire somalien et tente de prendre les localités de Galdogob et Balanballe.
Juin 1986	Un accident de voiture, qui oblige Barre à être hospitalisé à Riyad, révèle les luttes de pouvoir à l'intérieur de la junte, en particulier au sein du clan Marehan entre le cousin du Président (le ministre des Affaires étrangères Abdi Rahman Jama Barre) et son fils (Maslah Siad). Le WSLF dénonce l'abandon de la province de l'Ogaden. Les officiers ogaden commencent à être écartés de l'armée.
22 décembre 1987	Le gouvernement est remanié afin de promouvoir Maslah Siad, qui avait failli être renversé par une tentative de coup d'État d'Abdi Rahman Jama Barre en juin, alors que Siad Barre était en visite officielle à l'étranger. Dans le courant de l'année, un poste de Premier ministre a également été créé pour le général Mohamed Ali Samatar, précédent vice-président et ministre de la Défense.
1 ^{er} février 1988	Condamnation à mort de huit personnalités issaq, dont l'ancien vice-président Ismail Ali Abukar et l'ancien ministre des Affaires étrangères Omar Arte. Ils ne sont pas exécutés, suite aux pressions internationales et locales.

- 3 avril 1988 Signature d'un accord somalo-éthiopien en vertu duquel le colonel Mengistu Haile Mariam cesse d'aider le SSDF et le SNM, ce qui lui permet de transférer vers le front érythréen les troupes mobilisées dans l'Ogaden. Abdullahi Yussuf Ahmed a été emprisonné par les autorités éthiopiennes dès octobre 1985. En échange, Barre retire son soutien au WSLF, ce qui n'empêche pas l'émergence d'un *Ogaden National Liberation Front* créé en 1984 par des dissidents du WSLF favorables à l'indépendance et opposés à Mogadiscio et Addis-Abeba tout à la fois.
- Mai 1988 En réponse à des attaques désespérées du SNM, qui est chassé de ses sanctuaires en Éthiopie, le 26^e régiment de cavalerie du général Mohamed Siad Hersi « Morgan », bras droit de Siad Barre, nettoie la place et fait bombarder Hargeisa par des pilotes rhodésiens rétribués par Abu Dhabi. Il y a 40 000 morts et 400 000 réfugiés en Éthiopie. Dans les campagnes, l'armée pose des mines et détruit les réservoirs des nomades.
- Mars-avril 1989 La rétrogradation puis l'arrestation du ministre ogaden de la Défense, le général Aden Abdullahi Noor « Gabio », provoquent des mutineries dans les rangs ogaden à Hargeisa et Kisimayo.
- Mai 1989 Des notables hawiye en exil à Rome fondent l'*United Somali Congress* (USC). Le général Mohamed Farah Hassan « Aidid » démissionne, le mois suivant, de son poste d'ambassadeur en Inde et organise la branche militaire de l'USC. L'homme a fait ses classes en Italie en 1959 avec Barre, qui a gravi les échelons de l'armée plus vite que lui. Entraîné en URSS de 1964 à 1966, « Aidid » n'a pas participé au coup d'État de 1969, mais ne l'a pas condamné non plus. Une fois arrivé au pouvoir, Barre s'est méfié de « Aidid » et l'a fait emprisonner jusqu'en 1975.
- 14 juillet 1989 L'arrestation de leaders musulmans conduit à des manifestations de rues à Mogadiscio et fait un millier de morts, dont 65 lors d'un massacre dans un stade de football.
- Août 1989 Le *Somali Patriotic Movement* (SPM) de Gedi Ugas Madhar regroupe les militaires ogaden qui ont déserté l'armée : le *Somali Action Front* du colonel Ahmed Omar Jess, formé avec l'aide du SNM, les miliciens Abris (« Cobra ») de la mutinerie de Kisimayo et les hommes du major Bashir Ali Salad « Bililiqo », gendre de « Gabio ». Le ressentiment des Ogaden vient aussi de ce que les Marehan du Président ont empiété sur leurs aires de pâturage dans la vallée de la Juba.
- Novembre 1989 Les Gadabursi du Nord-Ouest, un clan *dir* opposé aux Isaaq du SNM, fondent la *Somali Democratic Alliance* (SDA) avec quelques Oromo réfugiés de la guerre d'Ogaden. De leur côté, les Issa lancent un *United Somali Front* (USF) avec le soutien d'anciens militaires marehan de Siad Barre et du numéro deux de Djibouti, Ismael Omar Guelleh ; les 500 combattants de l'USF sont entraînés dans une caserne de Djibouti, le camp Cheikh Osman. Tout aussi opposé à l'indépendance du Somaliland, l'*United Somali Party* (USP) de Mohamed Abdi Hashi, lui, ressuscite un mouvement homonyme des années 1950 et réunit les Warsangeli et les Dolbahante qui, à partir de 1990, refusent la nouvelle hégémonie des Isaaq dans la région. Ces trois organisations sont surtout composées d'exilés. Depuis la défaite de l'USF début 1991, elles ont peu d'influence sur le terrain.
- Juin 1990 Le groupe du « Manifeste », qui demande la démission de Siad Barre, comprend surtout des commerçants hawiye de Mogadiscio affectés par l'effondrement de l'économie, dont le premier président du pays à l'indépendance, Aden Abdulla Osman. Les Hawiye, jusque-là restés neutres, constituent, par leur nombre, le plus gros clan de Somalie. Parallèlement, le second congrès de l'USC, à Mustahil, élit « Aidid » à sa tête.
- 2 octobre 1990 Un accord signé à Dire Dawa en Éthiopie réunit l'USC, le SNM et le SPM dans leur lutte contre Barre.
- Novembre 1990 Le bombardement des quartiers hawiye de Mogadiscio fait des milliers de morts.
- 26 janvier 1991 Barre doit quitter Mogadiscio encerclée par les rebelles.
- 29 janvier 1991 Ali Mahdi Mohamed, homme d'affaires, ancien député avant 1969 et membre du groupe du « Manifeste », est élu président pour deux ans d'un gouvernement intérimaire de Somalie.
- 18 mai 1991 Déclaration et « restauration » de l'indépendance du Somaliland à Burao, avec pour président Abdirahman Ahmed Ali « Tur » (« le bossu »), chef du SNM et ancien ambassadeur de Siad Barre jusqu'en 1984. Le gouvernement représente surtout trois grands lignages isaaq : les Habar Yunis du Président et du ministre

	des Finances Ismail « Buba », les Arab du vice-président Hassan Ise Djama et les Saad Musa du ministre des Affaires étrangères Yusuf Cheikh Madar et du chef d'état-major Hassan Yunis Habane, le <i>taliya guud</i> . En revanche, les Issa Musa du commandant SNM Ibrahim Abdullahi Hussein « Degaweyne » (« le frisé ») et les Abokr du ministre de la Défense Mohamed Kahin, arrêté pour complot dès octobre 1991, sont écartés du pouvoir.
4 juillet 1991	Le général Mohamed Farah Hassan « Aidid » est réélu à la tête de l'USC.
21 juillet 1991	Échec de la conférence de réconciliation nationale à Djibouti. Ali Mahdi, confirmé comme président intérimaire, réussit à faire reconnaître son gouvernement par l'Italie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et Djibouti. Mais il n'est pas accepté par « Aidid ». Celui-ci lui reproche de ne pas avoir consulté le comité central de l'USC à propos de la nomination d'un Premier ministre et de ne pas avoir respecté le cadre de référence de la Constitution de 1960, qui n'attribuait pas de fonctions exécutives au président de la République.
Septembre 1991- mars 1992	Batailles de rues à Mogadiscio après la scission de l'USC entre les Abgal de Mahdi, qui dominaient le groupe du « Manifeste », et les Habar Gedir de « Aidid », qui constituent l'essentiel des troupes. Les combats font 30 000 morts. D'autres clans hawiye rejoignent la lutte après avoir essayé tant bien que mal de garder leur neutralité. Les Hawadle, qui tiennent l'aéroport, appuient d'abord « Aidid » et les Murosade, dont la milice Ashaamud contrôle le port, s'allient à Ali Mahdi. Celui-ci consacre ce ralliement en promouvant un homme d'affaires murosade, Mohamed Qaniare Afrah, à la présidence de l'USC. Les Murosade, assaillis par les hommes de « Aidid », perdent cependant l'aéroport tandis que des affrontements entre Hawadle et Habar Gedir autour de Kisimayo réduisent d'autant le camp de « Aidid ».
23 janvier 1992	Par la résolution 733, l'ONU décrète un embargo sur les armes à destination de la Somalie.
Février 1992	Chassés de Mogadiscio vers Kisimayo, les Darod marehan forment un <i>Somali National Front</i> (SNF) tandis que Siad Barre part en exil, d'abord au Kenya, puis, en mai, au Nigéria.
3 mars 1992	Signature au siège de l'ONU à New York d'un accord de paix entre Mahdi et « Aidid ».
18 avril 1992	La bataille d'Afgoi, à 30 km de Mogadiscio, permet de repousser les troupes restées fidèles à Siad Barre et d'instaurer un cessez-le-feu entre les Abgal et les Habar Gedir, unis dans leur haine de la dictature marehan. Repoussé sur la frontière kenyane, le SNF s'allie aux Ogaden et aux Harti du SPM (faction Aulihan de « Gabio » et Mijertein de « Morgan »), victimes des vengeances des Hawiye contre les Darod, mais est combattu par la faction du colonel Ahmed Omar Jess (un Mohamed Zubeir dont le lignage Reer Abdilleh est originaire de Degabur en Éthiopie), qui rejoint l'USC.
24 avril 1992	Vote de la résolution 751. Les premiers observateurs de la mission des Nations Unies en Somalie, l'UNOSOM, débarquent à Mogadiscio. L'envoyé spécial de l'ONU est un diplomate algérien, Mohamed Sahnoun, qui se fera connaître en critiquant l'inefficacité du système onusien et qui démissionnera en octobre 1992. De son côté, le Dr. Boutros-Ghali, premier Africain à avoir été secrétaire général de l'ONU, dénonce la lenteur de l'engagement de la communauté internationale en Somalie car les puissances occidentales ont préféré prêter attention à la crise yougoslave.
Mai 1992	Les troupes d'Omar Jess reprennent Kisimayo, qu'elles perdront au profit des hommes de « Morgan » en mai 1993.
Juin 1992	Apparition dans le Nord-Est d'un parti islamiste et trans-clanique, al-Itehad. Fondé par un Isaaq, Ali Warsame, celui-ci est d'abord combattu par le SSDF mais a le soutien de la junte soudanaise.
Juillet 1992	Après Buraao en janvier, la bataille de Berbera met en présence deux clans isaaq du SNM, les Habar Yunis du président « Tur » et les Habar Awal qui réclament des soldes pour les guérilleros en voie de démobilisation. Le respect du <i>statu quo</i> avec les voisins gadabursi, dolbahante, issa et warsangeli a laissé toute latitude aux Isaaq de s'entredéchirer pour le pouvoir. Les Saad Musa de Hargeisa, ralliés à « Tur » du fait de la promotion de leur ministre de la Défense, Hassan Yunis, finissent pas accepter un compromis avec les Issa Musa de Berbera. Le conflit se réduit alors plus simplement à un affrontement entre Habar Yunis et Habar Awal, ce jusqu'à la réouverture du port de Berbera en novembre 1992.
Août 1992	Formation d'une <i>Somali National Alliance</i> (SNA). Elle comprend la faction

- « Aidid » de l'USC, la faction Omar Jess du SPM, une partie des Rahanwein du *Somali Democratic Movement* (SDM) et le *Southern Somali National Movement* (SSNM) d'Abdi Warsame Isaaq. Ce dernier, formé d'éléments isaaq, bimal et mijertein vivant dans le Sud, s'en retire en 1993 pour rallier Mahdi.
- Octobre 1992 Le général Mohamed Siad Hersi « Morgan » du SPM et le général Ahmed Warsame du SNF capturent conjointement Bardera et avancent sur Kisimayo. Escalade d'une famine qui tue près de 300 000 personnes.
- 3 décembre 1992 La résolution 794 autorise un déploiement militaire des États-Unis.
- 9 décembre 1992 Les troupes américaines de l'*United Nations International Task Force* (UNITAF) débarquent à Mogadiscio dans le cadre de l'opération « Rendre l'espoir ». Les échéances électorales du président George Bush avant de passer la main à Bill Clinton, ne sont pas pour rien dans le montage précipité de cette opération. L'UNITAF comprend jusqu'à 38 000 hommes, essentiellement américains, et force Mahdi et « Aidid » à signer un fragile accord de paix.
- 22 février 1993 Omar Jess est tué par des hommes de « Morgan ».
- 26 mars 1993 Le vote de la résolution 813 autorise le déploiement d'UNOSOM II, 30 000 hommes qui commencent à débarquer en Somalie le mois suivant pour prendre la relève de l'UNITAF. Le nouvel envoyé spécial de l'ONU est un amiral américain à la retraite, Jonathan Howe, et l'opération de maintien de la paix, la plus grosse jamais entreprise par les Nations Unies, est accusée de servir les intérêts des États-Unis. La Force de déploiement rapide sous commandement américain met à prix la tête de « Aidid » sans réussir à s'en emparer.
- 27 mars 1993 L'accord d'Addis-Abeba prévoit la mise en place d'un Conseil national de transition composé de trois représentants de chacune des 18 régions administratives (y compris le Somaliland), de cinq représentants de Mogadiscio et d'un représentant pour chacune des quinze factions signataires (à l'exception du SNM, qui ne participe pas aux négociations).
- 5 mai 1993 Les conseils d'Anciens réunis à la conférence de réconciliation nationale de Borama élisent à la présidence du Somaliland un Isaaq Habar Awal, Mohamed Ibrahim Egal. Déchu, Ali « Tur » rallie « Aidid », désavoue la sécession du Somaliland et se rapproche de la SDA et de l'USP. Le SNM est officiellement dissous.
- 4 juin 1993 L'accord de Mudug instaure un cessez-le-feu entre les Habar Gedir de l'USC et les Mijertein du SSDF dans la région de Galcaio. Il est également censé mettre fin à des conflits pastoraux qui avaient d'ailleurs coûté la vie au grand-père de « Aidid ».
- 5 juin 1993 Des combats entre « Aidid » et l'UNOSOM à Mogadiscio font 23 morts dans les rangs du contingent pakistanais. La commission d'enquête mise en place par la résolution 885 du 16 novembre 1993 n'établira pas de responsabilités précises et son rapport ne sera jamais publié.
- 6 juin 1993 La résolution 837 du Conseil de Sécurité de l'ONU autorise l'UNOSOM à prendre toutes les mesures nécessaires pour attraper les coupables.
- 13 juin 1993 Les soldats pakistanais tirent sur la foule et tuent vingt civils.
- 12 juillet 1993 Une attaque d'hélicoptères américains contre « Aidid » fait 20 morts dans la population civile (52 selon la Croix Rouge, 73 selon la SNA).
- Août 1993 La mort de quatre soldats américains provoque l'arrivée des renforts d'une unité de contre-guérilla qui attaque par erreur un bâtiment de l'ONU.
- 9 et 25 septembre 1993 Des combats entre l'UNOSOM et « Aidid » font 500 morts dans la population civile. Trois soldats américains sont mis en pièces.
- 3 octobre 1993 De nouveaux combats contre les partisans de « Aidid » font 200 morts du côté somalien et 18 du côté américain.
- Novembre 1993 Formation d'une *Somali Salvation Alliance* (SSA) sous la conduite d'Ali Mahdi. Elle comprend la faction Mahdi de l'USC, la faction Aden Abdullahi Noor « Gabio » du SPM, le SNF, la SDA, la *Somali Afrikan Muki Organization* (SAMO) des cultivateurs bantous du Jubaland, l'USP, une partie du SDM, le SSNM et une partie du SSDF.
- Décembre 1993 La conférence d'Addis-Abeba ne parvient pas à réconcilier la SNA et la SSA. Les conférences de Kisimayo en mai et août 1993 puis juin 1994 ne parviennent pas non plus à instaurer un cessez-le-feu dans la région. L'accord « Waamo » du Jubaland en août 1993 était censé réconcilier les clans Harti et Absame et rouvrir

	la ville de Kisimayo aux déplacés ogaden.
Janvier 1994	Le bras droit de « Aidid », Osman Hassan Ali « Ato », est un moment détenu par l'UNOSOM avant d'être relâché et convié à des négociations de paix par les Américains – un scénario désormais classique depuis la guerre du Viêt-nam.
Février 1994	Les troupes d'UNOSOM II commencent à se retirer, abandonnant l'idée de désarmer les factions en présence, et achèvent de partir en mars 1995. L'opération de maintien de la paix s'achève sur un constat d'échec, avec une centaine de morts du côté onusien, peut-être des milliers dans la population. Des abus ont été commis, qui vaudront des procès à un parachutiste belge et à cinq membres d'un régiment aéroporté canadien. La capacité militaire des Somaliens a été sous-estimée et les opérations ont été mal coordonnées.
Juillet 1994	Les combats reprennent à Mogadiscio entre les Habar Gedir et les Hawadle autour de l'aéroport et s'étendent au nord à Belet Huen sur la frontière éthiopienne.
Juillet 1994	Le congrès du SSDF à Gardo en 1994 consacre le schisme mijertein entre les vétérans d'Abdullahi Yussuf Ahmed et les wahabistes de Mohamed Abshir Muse, qui soutient les milices d'al-Itehad. Abdullahi Yussuf nourrit une certaine amitié pour « Aidid », avec qui il a fait de la prison entre 1969 et 1974. Sa faction, dominée par le lignage Isa Mahmud, a signé un accord de paix avec la SNA en juin 1993. Au contraire, la faction de Mohamed Abshir, dominée par les Omar Mahmud, a promu la SSA avec Mahdi en novembre 1993.
Octobre-décembre 1994	Des combats entre les partisans d'Egal et d'Ali Tur font fuir près des trois quarts des habitants de Hargeissa.
2 janvier 1995	Mort de Siad Barre en exil au Nigéria.
Février 1995	Les combats autour de l'aéroport de Mogadiscio opposent cette fois deux lignages Habar Gedir, partisans de Mohamed Farah Hassan « Aidid » et d'Osman Hassan Ali « Ato », un homme d'affaires qui a été le principal financier de « Aidid » et qui rallie la faction Mahdi en octobre 1995.
Avril 1995	Les troupes d'Egal repoussent la coalition gerhaji d'Ali « Tur ».
15 juin 1995	« Aidid » est élu président de Somalie par une coalition de quinze factions réunies dans le sud de Mogadiscio.
Septembre 1995	« Aidid » occupe Baidoa. Les rescapés forment une <i>Rahanwein Resistance Army</i> (RRA) avec Ali Mohamed Margus, Mohamud Mohamed Ahmed « Boonow », Said Ahmed et le colonel Hassan Mohamed Nuur « Shargaduud ».
Janvier 1996	Les attaques répétées des partisans d'Egal contre Burao font fuir la quasi-totalité des habitants de la bourgade.
1 ^{er} août 1996	Mort de « Aidid » dans des combats. Son fils Hussein Mohamed Aidid, qui a été un marine américain lors de l'opération « Restore Hope », prend la relève.
Septembre 1996	Affrontements dans le Gedo (sud-ouest de la Somalie) entre l'armée éthiopienne, soutenue par le SNF du général Omar Hadj Mohamed Massaleh, et les milices islamistes d'al-Itehad, commandées par Hassan Daher Aweys sous la supervision spirituelle du cheikh Mohamed Hadj Yussuf.
Janvier 1997	Tentative de création d'un conseil exécutif national à Sodere en Éthiopie. Formation d'un <i>National Salvation Council</i> de 26 factions sous l'égide de Mahdi et avec une présidence tournante. Aidid junior refuse d'y participer et préfère rallier ses partisans sous la bannière d'un mouvement <i>salballar</i> (« élargi »).
23 février 1997	La 3 ^e conférence nationale du Somaliland, réunie à Hargeisa, vote la réélection d'Egal.
8 mars 1997	Promulgation de la Constitution du Somaliland.
Juillet-novembre 1997	Combats pour la prise de Baidoa entre la milice d'Aidid et la RRA.
16 décembre 1997	À l'exception des factions Aden Abdullahi Noor du SPM et Abdullahi Yussuf Ahmed du SSDF, les 26 signataires de Sodere se mettent d'accord au Caire pour organiser une conférence de réconciliation nationale à Baidoa avec 465 représentants dont 90 pour le Somaliland. Aidid renoncerait à la présidence du pays s'il obtenait le poste de Premier ministre.
17 décembre 1997	Démission d'Egal pour raisons de santé, en fait pour être réinvesti avec les pleins pouvoirs.
3 août 1998	Établissement dans le Nord-Ouest d'un Parlement de 69 membres et d'un gouvernement du Puntland avec neuf ministres, le colonel Abdullahi Yussuf Ahmed du SSDF comme président et Mohamed Abdi Hashi de l'USP comme vice-président. La capitale de ce gouvernement est à Garoe, ville natale

- d'Abdullahi Yussuf Ahmed, et non à Bosaso. Le fait accompli suscite l'ire des autorités traditionnelles et de Mohamed Abshir Muse, dissident du SSDF qui avait signé l'accord de paix du Caire. À l'instar du SNM après la restauration de l'indépendance du Somaliland en 1991, le SSDF s'auto-dissout.
- 10 août 1998 Établissement d'une administration conjointe sur la région du Benadir avec Hussein Ali Ahmed comme gouverneur. Le port et l'aéroport de Mogadiscio ne sont pas pour autant réouverts. Les deux anciens vice-présidents d'Ali Mahdi et « Aidid », respectivement Moussa Sude Yallahow et Osman Hassan Ali « Ato », s'y opposent.
- Avril 1999 Le Kenya ferme sa frontière car le SNF est déchiré entre le *reer* Dalal du général Omar Hadj Mohamed Massaleh, qui rejoint le camp de Hussein Aidid et s'oppose à son ancien allié éthiopien, et les *reer* Kooshin, Hassan et Ahmed dans le Gedo, dont le leader, Ali Nur Mohamed Mukhtar, est tué par la faction adverse et est remplacé par Mohamed Cheikh Ali Buraleh avec l'appui d'Addis-Abeba.
- Juin 1999 Le SNF du général Omar Hadj Mohamed Massaleh prend Kisimayo tandis que la RRA s'empare de Baidoa avec l'aide des Éthiopiens. Les Helai de Bur Hakaba, qui critiquent la mainmise des Lisan, des Hadamo et des Hareyn sur la RRA, en profitent pour monter une faction rivale, la *Rahanwein Salvation Army*.
- 25 août 2000 La conférence de paix réunie à Arta, en République de Djibouti, décide de créer un Parlement de transition qui élit un président en la personne d'Abdoulkassim Salat Hassan, un Habar Gedir et ancien ministre de Siad Barre proche des milieux islamistes.
- 11 octobre 2000 Assassinat à Mogadiscio du général Yusuf Talan, un allié d'Abdoulkassim Salat Hassan et un Gadabursi de la diaspora canadienne, revenu exprès au pays soutenir le processus de paix de Djibouti. Rejeté par les seigneurs de guerre, le gouvernement en exil d'Abdoulkassim Salat Hassan ne parvient pas à s'imposer. Le 12 novembre, c'est un député du Parlement de transition, Hassan Ahmed Elmi, qui est abattu.
- 24 janvier 2001 Création à El-Berde d'un *National Reconciliation and Restoration Council* réunissant, sous la houlette d'Addis-Abeba, les alliés de l'Éthiopie exclus du processus d'Arta : les trois principaux chefs de guerre à Mogadiscio (Hussein Mohamed Aidid, Osman Hassan Ali « Ato » et Musa Sudi Yalahow), le SNF du colonel Abdourazak Isaak Bihi, la RRA de Cheikh Aden Mohamed Noor, l'ex-SSDF d'Abdullahi Yussuf (dont l'autorité est contestée par un juge de la Cour suprême du Puntland, Yussuf Haji Noor) et les factions SPM d'Aden Abdullahi Noor et Mohamed Siad Hersi « Morgan ».
- 31 mai 2001 97 % de réponses positives au référendum sur l'indépendance du Somaliland, avec un taux de participation électorale supérieur à 90 % dans la plupart des 37 circonscriptions électorales du pays. Seule exception : la région de Sool, sur une frontière litigieuse avec le Puntland, en particulier dans la ville de Las Anod, qui enregistre un taux de refus supérieur à 45 % (le plus fort du Somaliland), certes compensé par le vote des campagnes environnantes. Les partis politiques sont désormais autorisés, à commencer par l'*Allied People's Democratic Party* du président Egal, surnommé Udub, ou « pilier » en somali.

Comme le Libéria et, dans une moindre mesure, l'Afghanistan, la Somalie est le théâtre d'un conflit dont l'irrationalité supposée vient de ce qu'il a pris toute son ampleur après la fin de la guerre froide et ne répondait donc plus aux logiques d'affrontement des grandes puissances. L'effondrement de l'État somalien a renforcé ce sentiment. Même les chercheurs insistant sur la rationalité politique des hostilités ont admis combien il était difficile de comprendre la dérive terroriste des appareils classiques de la coercition gouvernementale, la dislocation des tentatives hégémoniques du pouvoir, la fragmentation de la nation en multiples identités régionales, la désintégration clientéliste des classes sociales en groupes d'intérêts et la dilution de la souveraineté territoriale à travers les chemins de l'exode et de la transhumance d'un peuple nomade reconverti en diaspora mondialisée (Besteman 1999 : 235).

On estime que, depuis 1985, près de 100 000 Somaliens sont morts à cause des combats, dont 50 000 lors de la lutte contre la dictature Siad Barre avant 1991, peut-être 40 000 au cours des affrontements de 1992 qui opposèrent ensuite les différents protagonistes se déchirant pour le pouvoir, et 10 000 au cours des opérations militaires de la communauté internationale contre les seigneurs de guerre en 1993-1995 (Weiss 1999 : 78). À cela s'ajoutent les 200 à 350 000 morts résultant de la famine de 1992, qui fut largement une conséquence de la guerre (voir la chronologie en annexe). Depuis lors, les hostilités se sont perpétuées dans un conflit sans nom, avec des tentatives de reconstruction étatique au nord et une situation pour le moins chaotique au sud. À Mogadiscio en particulier, l'enjeu politique du recours aux armes a vite témoigné de la déliquescence du contrôle social sur les combattants et s'est souvent réduit à sa plus simple expression, à savoir le vol et le pillage.

Certains auteurs soulignent de ce point de vue la singularité du cas somalien en insistant sur la nature extrêmement décentralisée de sa tradition démocratique, la diversité de ses expériences coloniales – britannique au nord et italienne au sud – et l'habileté de sa population à récupérer les interventions étrangères à son avantage. Ces spécificités n'empêchent certes pas de tirer des leçons en ce qui concerne la fragilité de l'État, la crise des élites dirigeantes, l'illégitimité des institutions et les effets destructeurs de la guerre froide en Afrique. Mais cela ne fait pas de la Somalie un précurseur ou un modèle du genre (Geshektekter 1997 : 67).

L'état de guerre prolongée dans ce pays obéit en réalité à une multitude de causalités qui s'inscrivent dans une temporalité plus ou moins longue. Les thèses à ce propos sont nombreuses et suscitent bien des controverses (Waldron & Hasci 1994). *Grosso modo*, trois types d'analyses essaient d'expliquer l'enlisement d'un conflit dit « de basse intensité ». Avec l'intervention américaine en 1992, l'une insiste sur les ingérences extérieures et a la faveur des Somaliens qui cherchent à se défaire de leurs propres responsabilités en la matière. L'autre, qui fait plus l'unanimité mais permet aussi d'échapper à un véritable débat politique, souligne au contraire le rôle de la tradition dans la violence des communautés pastorales. La dernière, enfin, met l'accent sur les méfaits de la dictature de Siad Barre, qui dura de 1969 à 1991 et militarisa complètement la société somalienne ; cette grille d'analyse recoupe d'ailleurs en partie la première parce qu'elle étudie une période marquée par les alliances de la guerre froide.

L'objectif du présent document n'est pas de privilégier un type d'explication en particulier. Entre le local et le global, les différents facteurs du conflit ne sont certainement pas exclusifs les uns des autres. Les multiples interprétations de la catastrophe somalienne révèlent plutôt la richesse du discours politique dans et sur un pays en guerre, ainsi que la capacité des parties en lice à produire de la théorie. Il ne s'agit donc pas de dénoncer des constructions « ethno-centrées » mais d'en observer la profusion. La guerre et l'effondrement de la dictature, on le constate, ont libéré la parole et précipité un travail de réflexion – à défaut d'un travail de deuil ou de réconciliation. Une nouvelle culture politique est en train d'émerger à partir des décombres d'un pays en ruines, quitte à faire porter la responsabilité du conflit sur les grandes puissances et non sur les Somaliens eux-mêmes.

La théorie du complot

En dépit de ressources dérisoires, il est indéniable que l'intérêt stratégique de la côte somalienne a suscité la convoitise des puissances coloniales puis américaine et soviétique. Nomadisme aidant, il n'est pas jusqu'au roi des

Gitans à Genève, Vaida Voeved III, qui ait réclamé, à la fin des années 1960, la création d'un foyer national sur la terre ancestrale de son peuple, un Romanistan mythique et situé en Somalie !

Plus sérieusement, les Italiens prirent possession du sud de la Somalie en ayant des visées sur l'Éthiopie (Miege 1968). Un incident de frontière à Walwal le 5 décembre 1934 servit ensuite de prétexte à Mussolini pour envahir l'Éthiopie. Établis à Aden depuis 1839, les Britanniques, eux, proclamèrent un protectorat au nord pour contrôler l'entrée de la mer Rouge, ravitailler leur armée en bétail et empêcher le pillage de leurs bateaux par les pirates du cap Gardafui. Présents à Djibouti, territoire en majorité somali, les Français n'ont pas non plus été absents de la compétition à l'époque. Quand leur consul à Aden fut assassiné sur la côte somalienne, ils ont envoyé une expédition punitive à Zeila et y ont fait nommer un bey mieux disposé à leur égard. À travers l'Égypte, l'Empire ottoman avait aussi des prétentions sur la mer Rouge. Aidé du bey de Zeila, élevé pour l'occasion à la position de pacha, Le Caire annexa la région de Harar en 1875. Mais les revendications territoriales de la Turquie restèrent lettre morte car l'insurrection mahdiste de 1885 obligea le khédive égyptien à envoyer ses troupes au Soudan (Stanton 1935 : 269-286 ; Turton 1970 : 355-370).

La période des indépendances vit les nouvelles puissances nées de la Seconde Guerre mondiale prendre le relais. Les États-Unis, qui avaient signé un accord militaire avec le Négus en Éthiopie, ont d'abord été réticents à s'impliquer en Somalie. Aux élections de 1967, la CIA s'est contentée de financer la *Somali Youth League* et d'appuyer Mohamed Ibrahim Egal, le candidat qui avait les faveurs de l'Occident (Morris & Mauzy cité in Pateman 1995 : 61). Mais le coup d'État militaire de 1969 fit passer Mogadiscio dans le camp de Moscou (Lewis 1972 : 383-408). En 1977, la guerre d'Ogaden fut alors l'occasion d'opérer un formidable tour de passe-passe entre Soviétiques et Américains (Selassie 1980 ; Patman 1990 ; Issa-Salwe 2000). Tandis que l'envahisseur somalien tentait de s'approprier l'Ogaden éthiopien, l'URSS choisit d'appuyer la junte arrivée au pouvoir à Addis-Abeba en 1974. Les conseillers soviétiques furent donc expulsés de Mogadiscio et la Somalie, bien que défaite, réussit à manipuler les rivalités Est-Ouest de façon à obtenir une aide américaine assez conséquente. En 1980, les États-Unis signèrent un accord de coopération militaire et récupérèrent la base soviétique de Berbera.

À la faveur d'une reprise de la coopération occidentale, l'ancien colonisateur italien opéra aussi un grand retour. Le parti socialiste de Bettino Craxi, notamment, utilisa le pays pour financer sa caisse noire. Établi en vertu des lois n° 38 de 1980 et n° 73 de 1985, le Fonds d'aide du département de la Coopération italienne permit au gouvernement Craxi et aux grosses compagnies comme Fiat d'empocher de substantielles commissions (Ali 1997 : 542 ; Tripodi 1999). Parallèlement à la dérive mafieuse du régime Siad Barre, ces affaires prirent d'ailleurs une telle ampleur que l'opposition, en la personne du général Mohamed Farah « Aidid », devait finir par attaquer Bettino Craxi en justice...

Avec la fin de la guerre froide et la déliquescence de la dictature, la Somalie allait cependant perdre de sa pertinence stratégique. À dire vrai, l'investissement américain sur Berbera n'avait jamais été très important. En effet, s'offraient dans la région des partenaires tels qu'Oman et le Kenya, dont les facilités portuaires bénéficiaient de meilleures installations, avec l'île de Masirah, ou s'avéraient plus sûres, à Mombasa, ceci sans même parler de l'île de Diego Garcia dans l'océan Indien. Au milieu des années 1980, le Soudan et l'Égypte proposèrent quant à eux des alternatives supplémentaires lorsque Khartoum se rapprocha de l'Occident et que le Caire décida de construire une base navale à Ras Banas sur la mer Rouge. En outre, les États-Unis se méfiaient des vellétés de conquête somaliennes sur l'Ogaden éthiopien. Le régime Siad Barre apparaissait peu fiable et son durcissement n'était pas pour rassurer ses alliés occidentaux. Dès 1982, des membres du Congrès invitaient les responsables de la diplomatie américaine à ne pas répéter les erreurs commises en soutenant jusqu'au bout des tyrans comme le shah d'Iran ou Somoza au Nicaragua (Lefebvre 1993 : 200, 235). En 1988, le bombardement massif de civils à Hargeisa incita Washington à interrompre son programme de coopération militaire avec un pays qui n'offrait plus d'intérêt stratégique important (Schraeder 1994 : 91-119 ; Rawson 1994 : 147-187).

L'absence de véritable enjeu économique aurait alors dû déclasser complètement la Somalie. En 1992, l'intervention humanitaire des États-Unis devait en fait servir à démontrer la puissance hégémonique du nouveau gendarme mondial (Makinda 1993 ; Smith 1993 ; Clark 1993 : 205-240 ; Sahnoun 1994). Mais l'opération fut, on le sait, un échec retentissant. Les Somaliens y ont vu une tentative de recolonisation, voire une entreprise de conversion chrétienne (Afrah 1994 : 67-68, 73, 82). Signés par « des anciens », « des intellectuels somali » ou « la voix du peuple », des tracts anti-américains ont dénoncé « l'oppression étrangère ». « Plutôt la mort », disaient les graffiti sur les murs, reprenant, d'une certaine manière, les mises en garde prémonitoires de Mohamed Abdille Hassan, le « mollah fou » qui lança une guerre sainte contre les Britanniques du Somaliland au début du XX^e siècle. « Je n'ai ni forts ni maisons, disait celui-ci. Je n'ai ni champs ni argent ni or que vous puissiez prendre. Vous n'avez rien gagné à tuer mes hommes et le pays ne vous est d'aucun bien [...] Ce pays, c'est la jungle [...] Si vous ne voulez que des bouts de bois et quelques pierres,

certes vous les trouverez en quantité. Il y a aussi de nombreuses fourmilières. Le soleil est très chaud. Et tout ce que vous aurez de moi, c'est la guerre [...] Alors si vous voulez la paix, retournez chez vous » (Samatar 1982 : 124-125).

De 1993 à 1995, la présence de contingents onusiens et américains dans le sud de la Somalie a ainsi suscité de vives réactions de rejet et donné toute son ampleur à la théorie du complot. La motivation humanitaire de l'exercice a été interprétée comme une manœuvre stratégique visant à prendre pied sur la côte somalienne, une des plus longues du continent – 3 300 km – avec celle de l'Afrique du Sud. Suivant les humeurs du moment, le dessein caché des Occidentaux aurait été de piller les épaves archéologiques des fonds marins, de mettre la main sur des eaux très poissonneuses ou, au contraire, d'y déverser des produits toxiques (Hussein 1997 : 186). Certains ont également évoqué de prétendus trafics d'enfants destinés à repeupler le monde industrialisé ! Malgré sa pauvreté notoire, le pays s'est soudain découvert des ressources insoupçonnées. La rumeur populaire veut que la première nuit du débarquement des GI's américains à Mogadiscio, des montagnes entières aient disparu ; elles auraient recelé de précieux minerais ! Restée sur place malgré la guerre, la compagnie pétrolière américaine Conaco a notamment été suspectée de connivences avec Osman Hassan Ali « Ato », qui était à l'époque le financier du principal seigneur de guerre à Mogadiscio, Mohamed Farah « Aidid », et qui a ensuite rejoint le camp de son rival, Ali Mahdi.

Il est vrai que les autres puissances intéressées par la région ne sont pas restées insensibles au conflit, chacune avec ses propres objectifs. L'Italie a ainsi soutenu le général Mohamed Farah « Aidid » car Mohamed Sheikh Osman, un ancien ministre des Finances de Siad Barre et un proche d'Ali Mahdi, était mêlé à des contrats frauduleux qui avaient servi à financer une partie de la classe politique à Rome (Prunier 1997 : 135-147). Le gouvernement italien n'a pas voulu prendre le risque de se confronter à une opinion publique favorable à l'opération « mains propres ». Le Kenya et l'Éthiopie, eux, ont d'abord penché du côté des partisans de Siad Barre, avec qui ils avaient fini par se réconcilier quand celui-ci avait renoncé à constituer une Grande Somalie empiétant sur le territoire des pays voisins. Nairobi, en particulier, a appuyé un général formé aux États-Unis et en Italie, Mohamed Siad Hersi « Morgan », qui avait pris la tête de l'armée somalienne pour remplacer à ce poste Maslah Mohamed Siad Barre, le fils du chef de l'État, alcoolique notoire. Quant à la Libye, le messianisme d'un Kadhafi fait qu'elle est intervenue, en l'occurrence dans le camp d'Aidid. Pour contrer l'influence libyenne, soudanaise et islamiste, l'Égypte a du coup appuyé la *Somali Salvation Alliance* montée par Mahdi et Ato.

Ces implications étrangères ont certes été limitées par le manque de moyens. On voit mal comment des régimes aux abois comme celui de Khartoum auraient pu faire un effort substantiel en direction de la Somalie. Fondamentalement, le pays présente de toute façon un intérêt assez marginal. À meilleure preuve, même le colonisateur n'avait jamais consenti à y effectuer de gros investissements, d'où l'absence d'infrastructures à l'indépendance. Visitant la côte du Ras Hafoun dans les parages du port de Dante, « un nom vraiment [...] bien choisi pour un pays de si lugubre apparence », le fameux aventurier Henry de Monfreid s'étonnait déjà de l'intérêt porté par Mussolini « à cette terre ingrate, à ces déserts sans ressources que l'Italie a été "contrainte" [souligné par l'auteur] d'accepter sous le nom de colonie, alors que personne, jusqu'ici, n'avait osé y poser les pieds » (Monfreid 1936 : 53-54). La Somalia italienne ne devait pas devenir une colonie de peuplement. Tandis que le Somaliland était gouverné par une cinquantaine de Britanniques, la Somalia n'a accueilli que 8 000 des 300 000 Italiens établis dans des colonies africaines au début des années 1940 ; encore n'y en avait-il déjà plus que 5 000 au milieu des années 1950 et un millier après 1960. Quant aux Britanniques, ils ont à peine occupé le Somaliland, sans parler évidemment de le développer, et y ont tout juste assuré une présence militaire avec des troupes « indigènes » en provenance d'Inde et du Nyasaland, ces dernières ayant été reléguées là après s'être mutinées à Maurice en 1899 (Moyse-Bartlett 1956 : 27-31).

L'explication par la tradition plutôt que par l'histoire

En résumé, les influences externes n'ont pu qu'enflammer le conflit somalien et lui donner les moyens de s'étendre. Elles ne l'ont pas créé et ont de toutes façons été instrumentalisées par les acteurs locaux. Les dynamiques endogènes s'avèrent avoir été plus importantes de ce point de vue. Débarrassée des théories anti-impérialistes à propos d'un vaste complot planétaire, la difficulté de l'analyse tient alors à des explications qui font la part belle à la tradition plutôt qu'à l'histoire, insistant notamment sur la culture de violence d'un pastoralisme qui serait responsable du chaos actuel. Dans cette optique, la poursuite des hostilités puiserait sa source dans les razzias (*dhac*) que menaient les nomades somali d'antan et qui pouvaient prendre la forme de guerres (*dagaal*) relativement sophistiquées, avec un chef de raid (*abbaanduule*) à la tête de soldats (*col*) et, suivant le statut social, de cavaliers munis à l'occasion d'un fusil. Dans un milieu aride, la compétition s'est toujours exercée sur des ressources rares, des pâturages ou des puits autrefois, les principaux ports et aéroports du pays aujourd'hui, en l'occurrence à Mogadiscio, Kisimayo, Berbera et Bosaso. Le pillage reste une motivation majeure des combattants, à tel point que le chef d'une des factions armées en lice, le *Somali Patriotic Movement*, s'est vu affublé du surnom d'« écumeur » : *Bililiqo*.

Les chroniques de voyageurs ont fabriqué les premiers stéréotypes du genre en soulignant la fierté, le courage, l'endurance, la générosité, l'inconstance et l'ingratitude des « indigènes ». Un explorateur français du XIX^e siècle, par exemple, écrivait que, « dans les pays çomalis (*sic*), le seul champ que l'on cultive est celui des morts ». D'autres visites allaient certes tempérer son jugement initial : « En somme, la réputation de férocité et de cruauté qu'on a faite [au Somali] est peu méritée. Il est plutôt méfiant, jaloux de sa liberté que mauvais » (Révoil 1880-1881 ; 1880 : 269). Mais ce goût de l'indépendance ne témoignait pas moins d'une forte propension à la querelle et, autre lieu commun, faisait de « chaque Somali son propre sultan ». De leur côté, anthropologues et linguistes ont souvent décrit les nomades de l'arrière-pays comme une « nation de bardes » dont la poésie exaltait les valeurs guerrières tout en aidant à résoudre les disputes (Jimale Ahmed 1996 ; Laitin 1977 ; Lewis 1965 : 204-223 ; Andrezejewski & Galaal 1963 : 1-28, 1-93, 190-250). Par la suite, les fonctionnaires de la métropole ont eux-mêmes alimenté ces perceptions, ainsi qu'en témoigne le récit d'un Britannique en poste dans le pays pendant la Seconde Guerre mondiale (Hanley G. 1993). Les Isaaq du Somaliland, notamment, étaient reconnus pour leur bravoure. Surnommés *doubas* ou *duub cas*, c'est-à-dire les Turbans rouges, ils ont été parmi les premiers à être recrutés dans les armées coloniales qui allaient soumettre l'Afrique de l'Est à la Couronne britannique.

Une telle réputation valut d'ailleurs aux Somali un certain respect dans la hiérarchie raciale et coloniale. Au même titre que les Tutsi du Rwanda, les Amhara d'Éthiopie et les Massai du Kenya, la théorie hamitique vit dans les Somali des sortes de Blancs à la peau noire, la comparaison de la taille des crânes et des nez permettant d'observer certaines convergences morphologiques avec les Égyptiens de l'Antiquité (Thorek 1946 cité in Froment 1994 : 48, 52, 57). Au contraire, les populations bantoues au sud de l'Équateur n'étaient jamais que des descendants d'esclaves : « des races destinées à la servitude » selon le gouverneur de Mogadiscio en 1907 ; des êtres « inférieurs » et « résignés » selon le résident italien à Afgoi en 1910 (Besteman 1999 : 56). Dans ses mémoires relatant le rôle qu'il joua contre l'insurrection du « mollah fou » au début du siècle, un responsable du Somaliland transcrivait bien ces vues en écrivant que « passer de l'administration des Somali à l'administration des nègres, c'est comme de chevaucher un âne sur la plage de Margate après avoir monté un pur-sang à Newmarket » (Jardine 1936 cité in Decraene 1977 : 17). Dans le même ordre d'idées, un commissaire britannique en poste à Kisimayo en 1922 trouvait que les Somali méritaient un traitement de faveur parce que c'étaient « les esprits les plus évolués de toute la côte est-africaine » (Besteman 1995 : 51). Aussi tard que dans les années 1960, un agent français des services spéciaux à Mogadiscio n'hésitait pas non plus à dire que les Somali étaient « plus intelligents que la moyenne des populations africaines, plus rusés aussi » (Joint-Daguenet 1994 : 128) !

À suivre une telle logique, les nomades « arabisés » du nord du pays devraient alors être plus belliqueux que les agriculteurs « africanisés » de l'entre-deux-rivières dans le sud. En effet, ils habitent des régions semi-arides où les ressources sont rares. De plus, ils vivent dans des communautés relativement homogènes, ce qui facilite la confrontation clanique. En même temps, ces deux caractéristiques ont justement permis de faire la paix au nord de la Somalie, et non au sud. Dans le nord, la représentativité des Anciens sur un territoire assez précis a débouché sur des conférences de paix et des possibilités de médiation remarquablement efficaces. Dans le sud, au contraire, les terres agricoles, très fertiles, ont été disputées avec plus d'acharnement. Là, les brassages claniques ont empêché la constitution de fiefs et l'établissement de lignes de front sur lesquelles auraient pu se mettre en place des cessez-le-feu. Les interactions ont dissous le conflit dans une guerre sans fin.

L'accusation à l'encontre de la violence du pastoralisme ne rebondit pas moins sur la fluidité des mobilisations dans un milieu dont l'unité familiale est le *guri*, du verbe *gur*, c'est-à-dire « bouger ». Le groupe agnatique *habar* évoque déjà en soi un processus de scission parce qu'il résulte souvent de disputes entre les cadets et leurs aînés à propos de la gestion du bétail, du partage des pâturages ou des droits de préséance. De même est-il fréquent que le *reer*, lignage patrilineaire à un niveau plus fin, comprenne plusieurs sections résultant d'un processus continu de fragmentation et de fusion. Un proverbe arabe régulièrement cité à plus ou moins bon escient illustre ainsi les discordes motivant d'incessants retournements d'alliances : « Moi et mon clan contre l'autre clan, moi et mon lignage contre l'autre lignage, moi et mon frère contre les autres et moi contre mon frère » (Peterson 2000).

Les communautés pastorales, en l'occurrence, se décomposent en multiples confédérations (*qabiilo*), tribus (*qolo* ou *'iyaal*), fractions (*laf*), clans (*jilib*, ou *gember* chez les Digil), lignages (*reer*) et familles (*qoys*). Au niveau le plus étroit, la solidarité du groupe repose sur un contrat *xeer* (prononcer *heer*) qui impose une responsabilité collective quant au paiement des compensations en cas de meurtre : le prix du sang, *mag* en somali ou *diyya* en arabe. Selon les experts, la Somalie comprenait un bon millier de pareils lignages au début des années 1960. Certains se limitaient à quelques centaines d'hommes chez les nomades du nord ; d'autres atteignaient jusqu'à 100 000 individus chez les sédentaires du sud. Quoiqu'il en soit de leur taille, ces groupes pouvaient connaître d'incessantes vendettas au vu de la difficulté à

appliquer des trêves, imposer des prescriptions et faire admettre une police reconnue de tous pour veiller au respect des accords de paix.

Une telle organisation sociale, transcrite et magnifiée par le fameux anthropologue I. Lewis (fig. 1), donne finalement l'impression d'une grande propension aux luttes fratricides, à la différence, par exemple, des Oromo de l'Éthiopie voisine, où la paix *nagaa* est de rigueur à l'intérieur de la communauté, mais où la violence peut être extrême contre l'ennemi venu de l'extérieur. Résultat d'un long brassage, le peuplement de la Somalie n'est pas aussi homogène qu'on a bien voulu le faire croire. Véhiculé par un gouvernement aux visées expansionnistes, le pan-somalisme, notamment, s'est appuyé sur des arguments historiques douteux en voulant inclure tous les Somali de l'Ouest, rassemblés sous le terme générique de Galbeed, et en cherchant à séduire les Oromo d'Éthiopie et les Afar de Djibouti, appelés Abo et Ayka en somali (Morin 1993 : 126). D'après la propagande du régime, tous ceux qui s'interpellaient du salut familial *worya* étaient de « vrais » Somali. Sur le modèle israélien, la Constitution accordait automatiquement la nationalité somalienne à tous les Somali de l'étranger. Mais quand la dictature Siad Barre a renoncé à guerroyer avec ses voisins en vue d'annexer des régions frontalières, le pays a eu tout loisir de ranimer ses divisions intestines. La crise économique et l'effondrement de l'État, qui plus est, ont largement contribué au repli de la population sur des solidarités lignagères (Drysdale 1992 : 7).

La prédisposition à s'entre-déchirer ne facilite certes pas la compréhension d'une guerre qui n'est en rien tribale. « D'un point de vue à la fois ethnique, culturel et religieux, la Somalie est [en effet] le pays le plus homogène d'Afrique », estime un journaliste (Smith 1992). Les lignages Habar Gedir, Hawadle, Murosade et Abgal qui s'affrontent à Mogadiscio appartiennent tous à la même famille des Hawiye, qui sont eux-mêmes des Somali au même titre que les Darod de Siad Barre ou les Isaaq du Somaliland « indépendant » (fig. 1). Mais les sous-clans Habar Gedir, par exemple, ne sont pas exempts de tensions internes. Parmi eux, le lignage Jalaf de la famille « Aidid », qui appartient au sous-clan Saad, doit notamment composer avec le lignage des Hilolwe pour financer ses opérations.

Les alliances sont très volatiles, ce qui explique la difficulté à recruter des combattants et à conduire la guerre avec de véritables stratégies militaires. Sachant qu'on appartient aussi bien à un clan par la naissance (*dhalad*) que par la coutume (*dhaqan*), la fluidité des liens patrilineaires autorise tous les réalignements (Lewis 1994a : 98). Si cela n'affecte pas le cadre immuable des généalogies, cela permet de changer facilement de camp suivant les intérêts du moment. Les Galjaal, un clan darod mijertein d'origine hawiye, a ainsi cessé de se revendiquer de la famille des Darod Harti sans d'ailleurs pour autant reverser dans le groupe hawiye. Des concepts communautaires comme celui des Absame ont au contraire été ressuscités avec la guerre, rassemblant, en l'occurrence, les clans darod ogaden de la faction Omar Jess du *Somali Patriotic Movement*, essentiellement des Aulihan et des Mohamed Zubeir. Les observateurs extérieurs s'y méprennent et, à trente ans d'intervalle, le sous-clan des Hubeer, ou Hober selon sa précédente orthographe, est par exemple « rangé » dans la famille des Hawiye par I. Lewis et dans celle des Rahanwein par B. Helander (Lewis 1994b ; Helander 1996 : 47-69).

Il est vrai que les allégeances claniques ont beaucoup été manipulées à des fins politiciennes. À l'indépendance, les partis en compétition ne se sont pas gênés pour faire jouer la fibre communautaire d'électeurs dont la citoyenneté ne reposait jamais que sur l'appartenance à des lignages souvent très petits (Laitin & Samatar 1987). Une fois les combinaisons du régime parlementaire mises à bas par le coup d'État de Siad Barre en 1969, les terribles épreuves de la sécheresse de 1973 et de la guerre d'Ogaden en 1977 n'ont pas permis de ressouder le pays autour d'une idée nationale. Au contraire, les victimes darod de la sécheresse, proches de la mouvance présidentielle, ont été réinstallées aux alentours de la rivière Juba pour mettre la main sur les terres agricoles les plus productives de la Somalie. De même, les réfugiés darod ogaden ont été transplantés en pays hawiye et isaaq afin de contrebalancer le poids démographique de deux clans en passe de rejoindre l'opposition armée.

La décomposition de la Somalie s'est alors faite en deux temps. On a d'abord assisté au rétrécissement des assises sociales du régime puis, après la chute de la dictature en 1991, à la fragmentation des factions armées. Initialement, la junte a fondé son pouvoir sur une coalition de Darod, appelée MOD, parce qu'elle rassemblait les Marehan de Barre, les Ogaden de sa femme et les Dolbahante de son beau-fils, le général « Morgan ». En guise de nomenklatura a ainsi été fondé un triumvirat familial que, par dérision, certains ont qualifié de « clan-klatura » (Adam 1995 : 71). Mais la défaite militaire contre l'Éthiopie en 1977-1978 a marqué le début de la fin. Elle a fait perdre l'appui des Ogaden et a provoqué l'entrée en rébellion d'un autre groupe darod, celui des Mijertein. La lutte armée contre la dictature a tour à tour impliqué les Mijertein, les Isaaq, les Ogaden et les Hawiye (Compagnon 1991 : 129-134 ; Kusow 1994 : 31-46).

FIG. 1. LES GRANDES FAMILLES CLANIQUES DES SOMALI (D' APRÈS I. LEWIS)

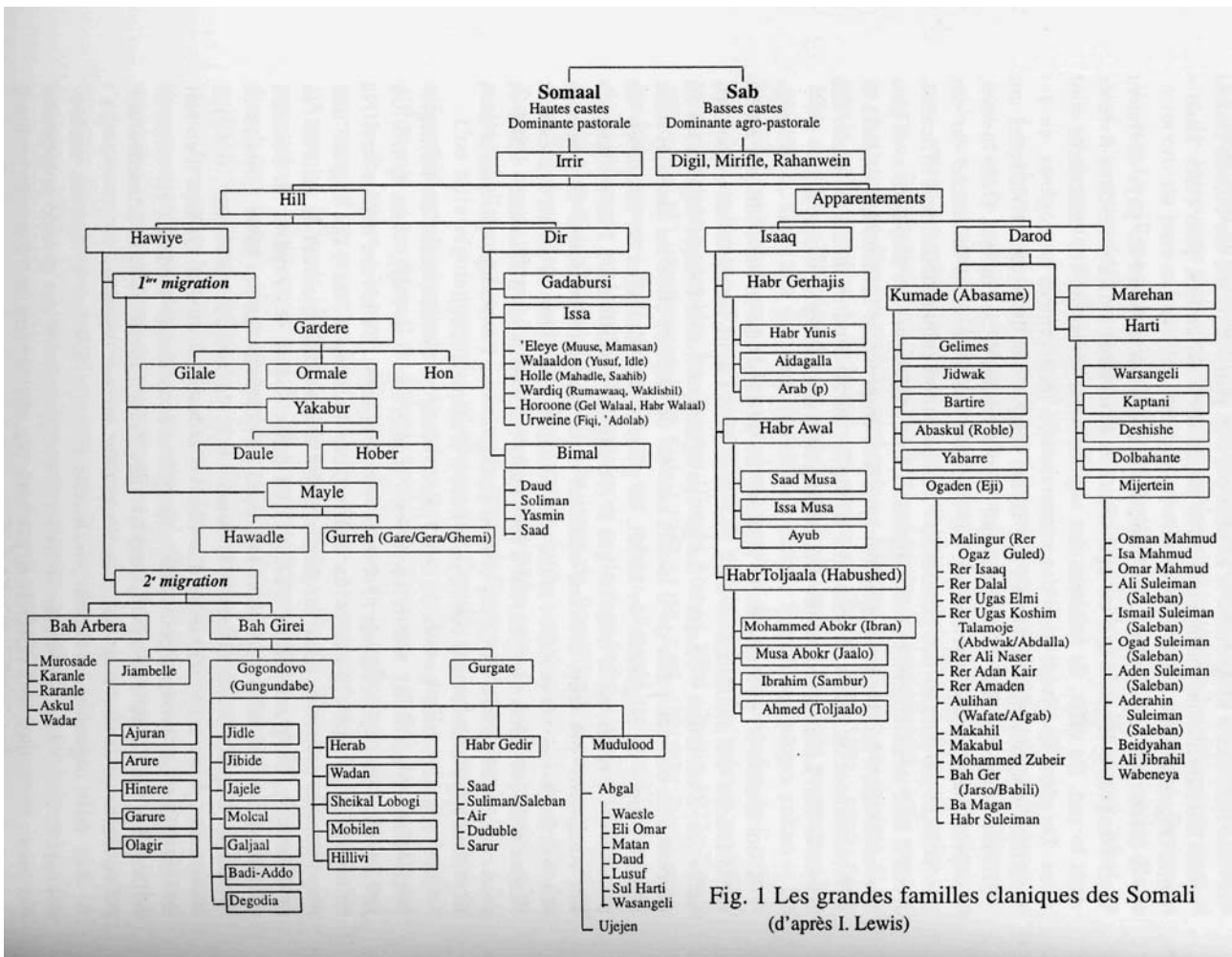


Fig. 1 Les grandes familles claniques des Somali (d'après I. Lewis)

Le pouvoir a répondu à ces diverses attaques en divisant pour mieux régner. Tant les recrutements dans la fonction publique que les projets de développement ont été décidés en fonction de leur impact politique et non de leur rentabilité ou de leur efficacité économiques. La clientèle du Président, lui-même surnommé Afweyne, c'est-à-dire la « grande bouche », était évidemment la première à bénéficier de ces prébendes. Le critère du mérite ne correspondait de toutes façons pas à la mentalité clanique des Somali, qui promouvait d'abord les intérêts du groupe. Déjà au début du siècle, les autorités coloniales se plaignaient des clans qui avaient refusé le passage sur leur territoire d'une route entre Berbera et Burao. Au lieu d'en apprécier le bénéfice public, ils avaient demandé des compensations exorbitantes et le projet fut abandonné (Jardine 1936 cité in Decraene 1977 : 17). Avec Siad Barre, les populations ont pris conscience de l'intérêt de tels travaux mais les implications n'ont pas moins été politiques. Le trajet de la route entre Mogadiscio et Garoe a ainsi été décidé afin de diviser les Harti et surtout les Mijertein en favorisant le lignage Ali Suleiman et les Deshishe. De même, la construction d'une pêcherie à Las Koreh a avantagé les Darod Dolbahante et Warsangeli, quitte à ce que l'établissement cesse de fonctionner dans les années 1980 parce que ses bénéficiaires étaient des éleveurs de bétail qui n'entendaient rien à la pisciculture.

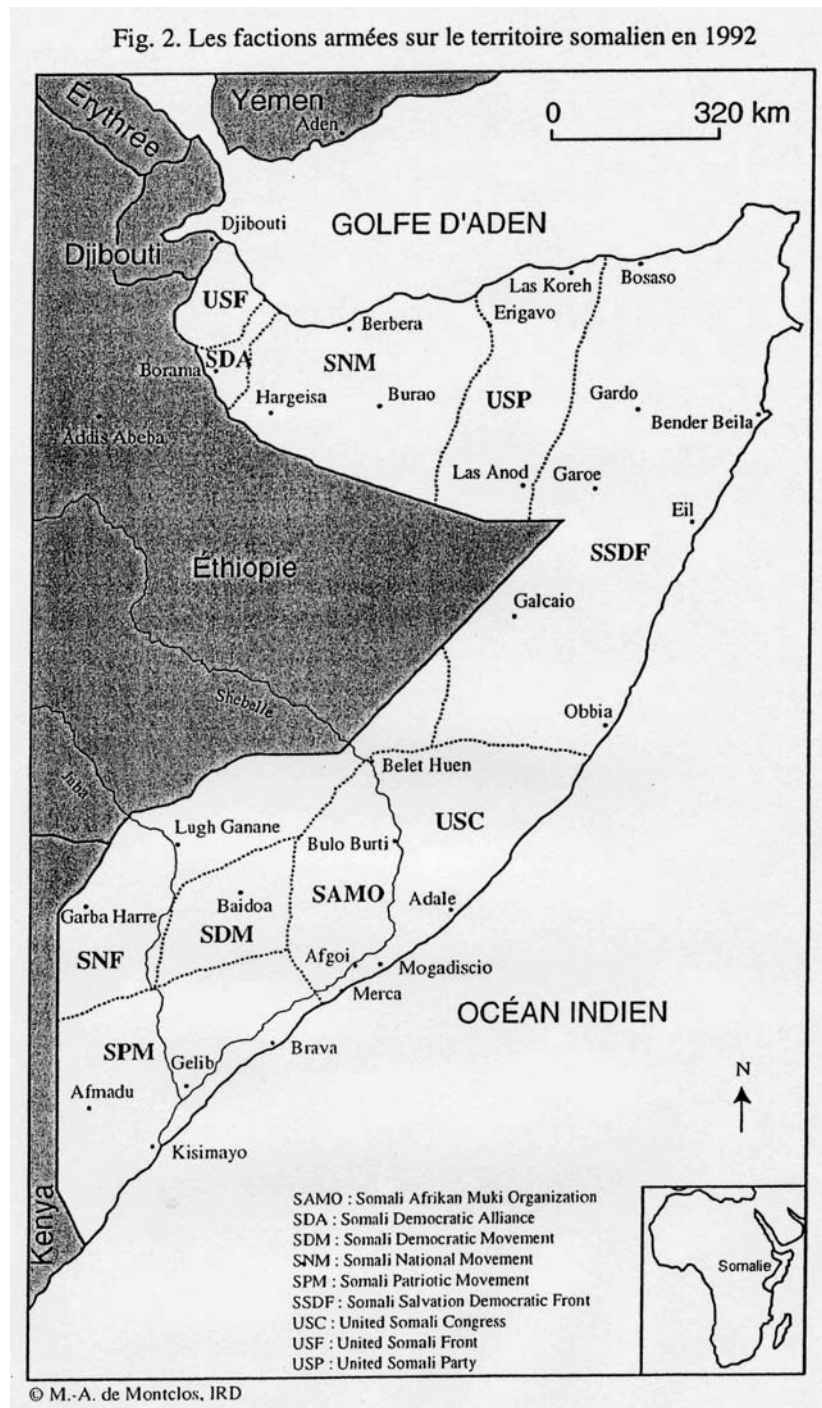
Résultat, la dislocation de la Somalie avec la guerre civile s'est aussi faite sur une base clanique (fig. 2). Trois ensembles plus ou moins constitués ont émergé : le Somaliland aux mains des Isaaq dans le Nord-Ouest, le Puntland à dominante mijertein dans le Nord-Est et l'entre-deux-rivières pour les Digil au Sud dans les régions de la Shebelle et de la Juba. Malheureusement, la relative autonomie de ces entités n'a pas toujours réussi à garantir une certaine forme de stabilité. Les combats n'ont pas cessé au sein même des grandes familles politico-claniques, essentiellement les Hawiye de l'*United Somali Congress* (USC), ainsi que les Darod du *Somali Patriotic Movement* (SPM) ou du *Somali National Front* (SNF) dans le sud et du *Somali Salvation Democratic Front* (SSDF) dans les régions centrales du pays. À l'instar des politiciens véreux à l'indépendance et des militaires mafieux de la dictature Siad Barre, les seigneurs de guerre ont mobilisé leurs troupes en attisant les solidarités lignagères. Mais des rivalités de personnes ont aussi pu l'emporter, cassant l'explication mono-causale des allégeances claniques : ainsi de ce ministre des Finances de Siad Barre, un Hawiye Murosade, qui a rejoint le camp du général Mohamed Farah « Aidid », ou de cet ancien ambassadeur en Iran, un Hawiye Habar Gedir, qui est allé conseiller le « président » Ali Mahdi (Marchal 1992 : 122). Avec une totale absence de scrupules, les ambitions personnelles ont transcendé et « trahi » les clivages lignagers. En effet, le banditisme et la guerre constituent souvent, dans les sociétés stratifiées, un des seuls moyens d'améliorer le statut des entrepreneurs politiques exclus du pouvoir. Il arrive d'ailleurs qu'un tel mode de promotion sociale diminue les tensions de classes en récompensant les individus les plus « talentueux » au détriment de leur milieu d'origine, à l'instar de l'Éthiopie féodale, où le bandit *shifita*, sous le patronage de la noblesse, a « affaibli la résistance collective de la paysannerie et empêché toute unité de classe » (Ferynhough 1986 : 164).

Malgré la proclamation du socialisme scientifique par Siad Barre, la lutte des classes, au sens marxiste du terme, n'avait de toutes façons pas grand sens dans une Somalie pastorale. L'opposition mise en évidence par l'anthropologie coloniale entre des lignages nobles au nord et roturiers au sud a été trompeuse ; les premiers n'exploitaient pas les seconds et n'étaient pas plus riches qu'eux. Les catégories d'Ancien régime inventées depuis par certains nationalistes somaliens sont tout aussi arbitraires et perméables, avec des groupes religieux composés de cheikhs, les *wadaad*, des porteurs de lance *waranle* en guise de guerriers et des professionnels *waable* pour désigner les milieux d'affaires, les artisans et les intouchables, seule caste vraiment rigide du pays (Mohamed-Abdi 2000 : 131-147). Il existait certes de fortes différenciations socioprofessionnelles qui ont pu générer des conflits « à l'américaine » entre cow-boys et fermiers. Le territoire *duddo* des éleveurs se distinguait bien de celui *degmo* des cultivateurs (Aronson 1980 : 14-23 ; Samatar 1987 : 355-374 ; Besteman 1996). Mais les nomades payaient en principe des compensations aux paysans quand leurs bêtes endommageaient les cultures. En outre, la composante agropastorale des lignages Sab dans le Sud a dilué la spécificité nomade qu'on trouvait par exemple dans le nord de la Somalie. Une urbanisation très rapide après l'indépendance, enfin, a brassé les genres. Tout au plus peut-on observer que la conquête de Mogadiscio, en 1990, a pris l'allure d'une revanche de la campagne sur la ville, mise à sac par de jeunes pillards venus de régions semi-désertiques.

La dictature au centre des accusations

Les clivages de classes n'ont pas structuré les luttes politiques, ni avant ni après la dictature. Le socialisme décrété par Siad Barre n'a jamais pu détruire les affiliations lignagères et on peut rester sceptique quant au marxisme d'un régime qui punissait la grève par la peine de mort (Lewis 1980 : 209 et suiv.). La traduction somali du mot socialisme, *hantiwadaag*, se référait d'ailleurs à la pratique fort ancienne du « partage de bétail » (Laitin 1979 : 200). Et la notion de révolution, d'abord appelée *afgembis*, « culbute » ou « faux-pas », a connu plusieurs transcriptions avant d'être avalisée officiellement sous le nom de *kacaan*, par référence à un « soulèvement populaire ».

Fig. 2. Les factions armées sur le territoire somalien en 1992



La junte a entretenu l'illusion de l'unité pendant quelque temps car elle a pris le pouvoir en affichant des idéaux nationalistes et en dénonçant les querelles intestines des élites post-indépendance. Opposé à la corruption des parlementaires, le discours classique des militaires sur l'intégrité morale, l'honnêteté et les vertus corporatistes de l'armée a séduit certains auteurs, ce qui n'est pas sans paradoxe quand on connaît la dérive clanique et mafieuse du régime par la suite (Laitin 1976 : 449-468). Les marxistes, en particulier, ont pu être enthousiasmés par les débuts de la « révolution », notamment en matière d'alphabétisation (Pestalozza 1974 ; Davidson 1975 : 20-37 ; Samatar 1988 ; Samatar 1987 : 669-690). En 1972, les autorités adoptèrent une transcription latine du somali de préférence à l'arabe et à la « cismaniyya », un projet qui présentait l'inconvénient d'être darod. Ce choix devait en principe contribuer à créer une conscience nationale et à unifier le pays (Morin 1986 : 61-62).

Une réforme économique avait par ailleurs pour prétention de « détribaliser » les communautés pastorales en les regroupant dans des coopératives agricoles. Pareil objectif était aussi à l'ordre du jour sur le plan administratif. En 1974, les huit provinces du pays étaient redécoupées en quinze régions et soixante-dix-huit districts afin de casser les fiefs claniques ; la province de Migiurtinia, par exemple, a pris le nom de Bari pour effacer la référence aux puissants Darod Mijertein (fig. 3 & 4). Quant aux chefs de clans, les *akil*, ils ont été rebaptisés *nabad-doon*, ou « faiseurs de paix », et ont été intégrés dans la bureaucratie étatique. Dans le même ordre d'idées, le gouvernement a décidé de pourvoir aux frais d'enterrement autrefois pris en charge par le clan. Il a interdit le paiement de compensations en cas de meurtre et a institué des procédures d'exécution pour les criminels. Le terme de *jaalle*, ou « camarade », a remplacé celui de *walaal*, c'est-à-dire d'oncle, de cousin ou de frère ; par dérision, le ci-devant citoyen n'a désormais plus parlé que de son « ex-clan ».

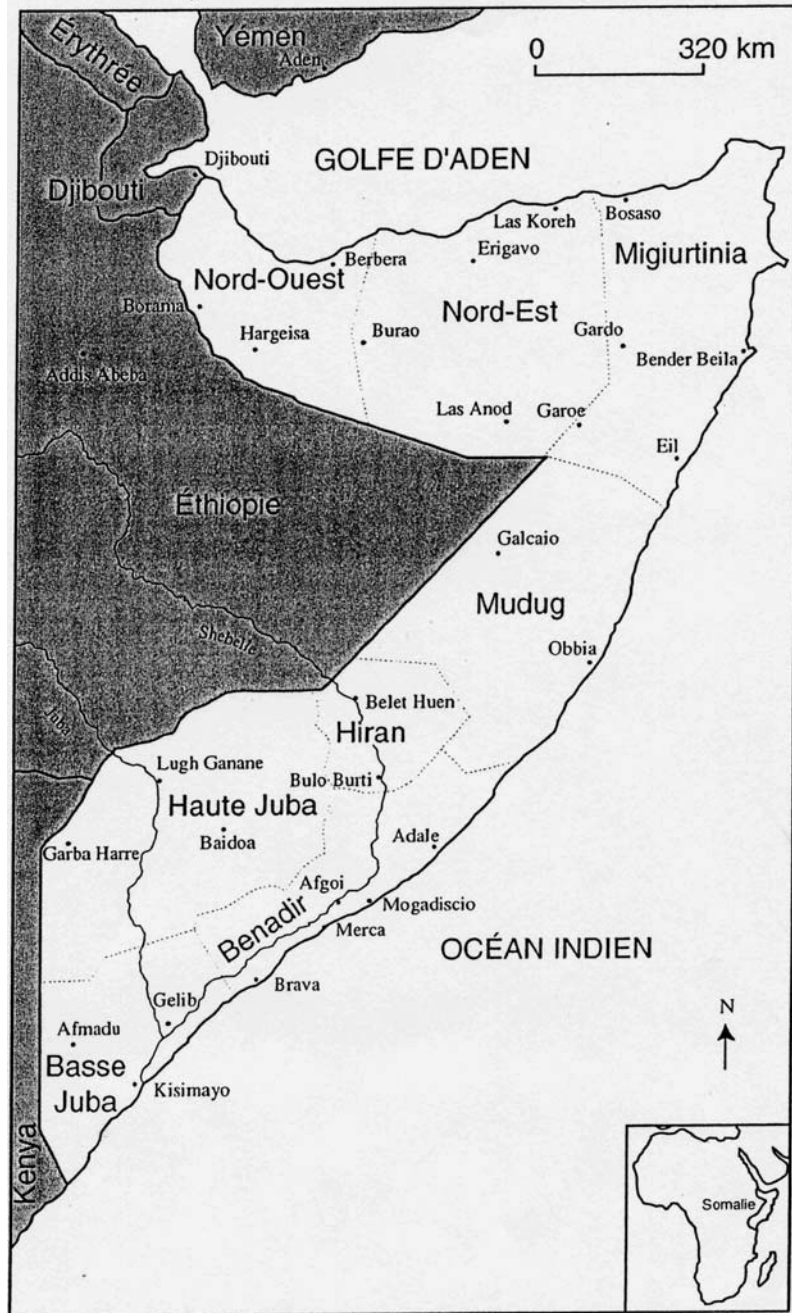
Pourtant, si la dictature a modernisé la société somali, c'est surtout en la militarisant d'une manière qui avait peu à voir avec la tradition (Adam 1992 : 11-26). Avec l'imposition d'un État importé par le colonisateur, la violence est devenue un moyen d'accaparer le pouvoir alors qu'autrefois elle servait à réguler les relations sociales et à conquérir les troupeaux de l'ennemi, quitte à relâcher les prisonniers (Prunier 1985 : 683-697). Après 1991, les combats ont dégénéré en guerre à outrance, dite *ummula doox*. Les clans ne se sont plus sentis obligés de verser des compensations en vertu du prix du sang. Les combattants se sont acharnés sur les hommes valides, les vieillards, les garçons et même les femmes enceintes, qu'ils ont éviscérées pour exterminer le lignage ennemi et sa progéniture mâle (Mohamed-Abdi 1995 : 50-51 ; Afrax 1994 : 233-251). La guerre, généralement une affaire d'hommes, a également impliqué les femmes. Des mères ont pu tuer leurs propres enfants afin de réduire les effectifs du lignage de leur mari, pour peu que celui-ci ait versé dans le camp ennemi ! Dans la société exogame des Somali, en effet, l'identité généalogique (*tol*) se transmet par les hommes et l'épouse, après son mariage, continue d'appartenir au clan de son père.

Faute de recevoir des soldes, les combattants, eux, ont agi comme de vulgaires pillards, se servant « sur la bête » et n'obéissant pas à une chaîne de commandement. Ils sont devenus des hors-la-loi *budha'ad*, rejetés par leur clan et incapables, du même coup, de racheter leurs fautes en payant le prix du sang. Pire encore, leurs pratiques ont fini par imprégner l'ensemble du corps social. D'après un sondage du Comité international de la Croix Rouge, réalisé sur un échantillon de 1 005 personnes, à peine 20 % des Somaliens interrogés trouvaient impératif d'épargner la vie des civils et seulement 8 % s'opposaient à ce que les combattants tuent des vieillards ou des enfants (*Le Monde* 1999 : 2).

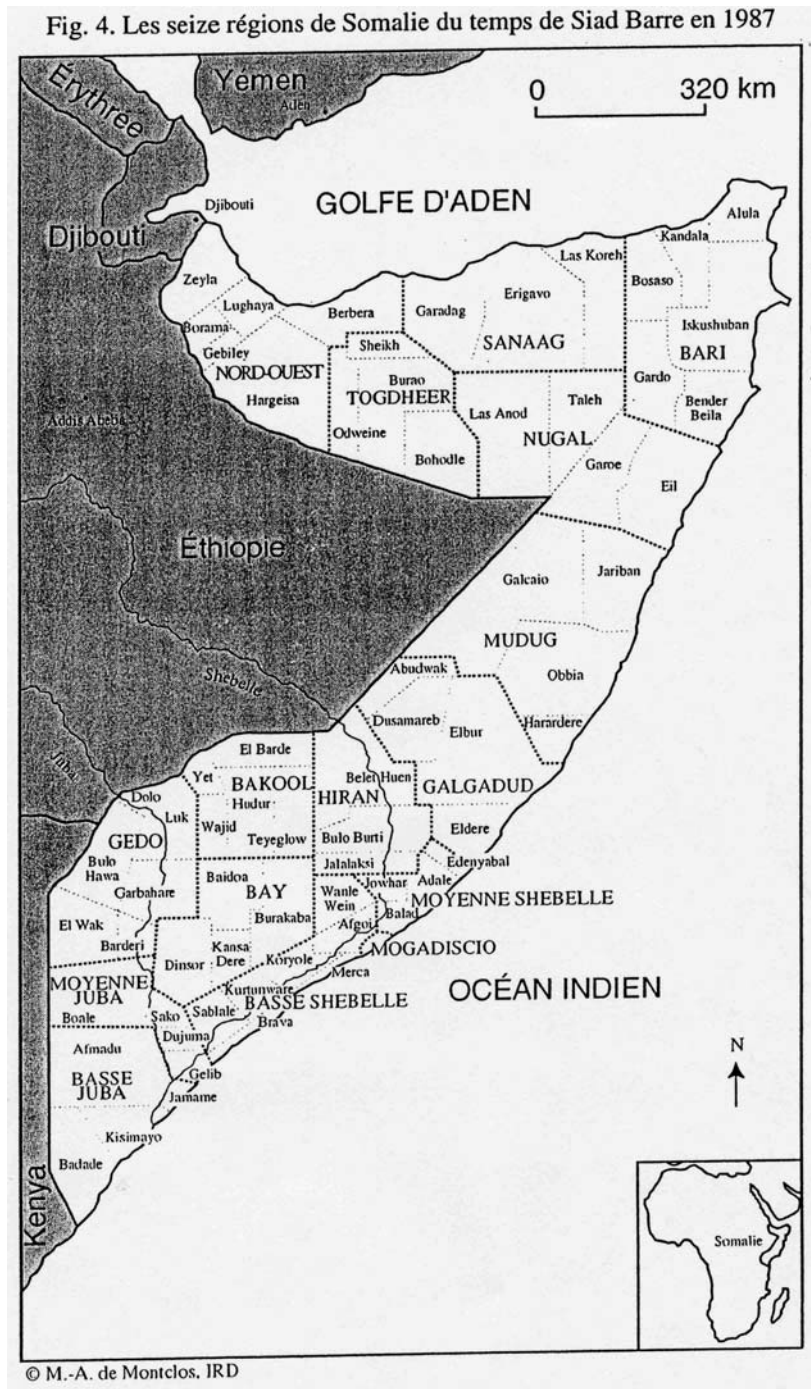
Une troisième thèse met ainsi la violence sur le compte de la dictature (Lyons & Samatar 1995 ; Heinze 1991). Les anciens apparatchiks du régime sont d'ailleurs les premiers à défendre cette analyse, comme J.M. Ghalib, ministre originaire du Nord, chef de la police à l'indépendance, passé dans l'opposition (Ghalib 1995) et A. Dool, diplomate (Dool 1998). La junte de Siad Barre a reposé sur un impressionnant arsenal coercitif. La jeunesse, plus particulièrement, fut embrigadée dans des organisations comme les Fils de la Révolution (*dhalinta kacanka*) ou les Fleurs de la Révolution (*ubaxyo kacanka*), qui recrutaient beaucoup parmi les orphelins et les enfants de la rue à Mogadiscio. Créé par la loi n°1 du 10 janvier 1970, le *National Security Service* a été renforcé les années suivantes par des organes équivalents dans le parti (*barista hisbiga*) et l'armée (*dhabar jebinta* pour le contre-espionnage, c'est-à-dire « ceux qui cassent les reins », et *hayada nabadgelyada gaashaandhiga* ou *hangash* pour l'espionnage). En 1972 fut lancée une milice politique, les Pionniers de la Victoire (*guulwadayaal*), qui rassembla surtout des chômeurs. Quant au Président, il se dota personnellement d'une garde prétorienne, les Bêrets rouges (*koofiyad cas*).

L'entreprise totalitaire de Siad Barre se porta aussi sur le musellement de l'opposition et l'incarcération des dissidents, notamment dans le fameux pénitencier de Labaatan-jirow au sud-ouest de Mogadiscio. La prison et le bannissement en URSS devinrent la « neuvième province » de la Somalie du temps où celle-ci comptait huit unités administratives. La population était partout encadrée par des centres *hanuunin* d'orientation et de propagande. La capitale était évidemment très surveillée, avec des oubliettes appelées *godka* pour chambres des tortures. Connue sous le nom de Camp Bottego avant 1970, l'Académie militaire, elle, devait servir à l'entraînement paramilitaire des cadres du régime et fut rebaptisée Halane, d'après le nom d'un lieutenant somali mort pendant les combats de 1964 contre l'Éthiopie.

Fig. 3. Les huit régions de Somalie à l'indépendance en 1960



© M.-A. de Montclos, IRD



Une telle évolution s'est accompagnée d'une véritable militarisation du pays. La dictature avait des vues sur l'Ogaden éthiopien et la part du budget de la défense dans le PIB somalien est passé de 5,1 % en 1969 à 13,8 % en 1978. Les autorités ont ensuite distribué un bon nombre d'armes à la population après la défaite de mars 1978, qui a obligé les troupes à se replier en catastrophe vers la Somalie et qui a fait craindre une invasion éthiopienne. Tandis que l'armée éthiopienne passait de 65 000 à 250 000 hommes entre 1976 et 1980, les militaires somaliens alignaient 54 000 soldats à la fin de la décennie, contre 5 000 en 1960, 8 000 en 1966, 12 000 en 1969, 17 000 en 1974 et 25 000 en 1976. En juin 1990, Mogadiscio pouvait officiellement compter sur 64 500 militaires, dont 2 000 dans la marine et 2 000 dans l'aviation. Les forces paramilitaires, elles, recensaient 29 500 hommes, dont 20 000 dans les milices : un effectif à comparer à ceux du début des années 1970, qui se limitaient à 600 hommes, essentiellement des garde-frontières.

Le problème est que cet arsenal témoignait en réalité de la dissolution du monopole de l'État sur l'usage de la violence. Pendant les dernières années du régime, l'armée nationale (*ciidan*) a quasiment disparu du fait des désertions, des arrestations d'officiers et de la promotion des Marehan du Président au détriment des autres clans. La prolifération d'armes automatiques entre les mains de miliciens plus ou moins fidèles au gouvernement a alors précipité la guerre civile. Les factions armées se sont formées avec des déserteurs, des réfugiés et des jeunes kidnappés sur les champs de bataille. Des quelque 15 000 combattants partis à l'assaut de la dictature à Mogadiscio en 1991, à peine 1 500 avaient reçu une formation militaire. Lors des affrontements qui déchirèrent ensuite l'opposition, la majorité d'entre eux se sont battus pour « Aidid », le général « sans peur et sans reproches », qui a disposé d'une bonne centaine d'artilleurs. Profane dans le domaine de la guerre, Mahdi, un homme d'affaires, n'en a pas moins pu compter sur une infanterie plus nombreuse car la majorité des habitants de la ville étaient des Abgal de son clan.

Des perspectives de reconstruction

La militarisation du corps social est un aspect important du conflit. Mais aucune théorie ne permet, à elle seule, d'expliquer la dislocation de la Somalie : ni la thèse du complot extérieur, ni l'approche culturaliste sur la violence en milieu pastoral, ni l'analyse structuraliste quant aux effets destructeurs de l'étatisation du pays, de la monétisation de l'économie, de la nationalisation des terres et, dans la deuxième moitié des années 1980, de la politique d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (Samatar 1992a : 629 ; et 1993 : 67-100). Envisager de reconstruire la Somalie oblige donc à traiter une multitude de problèmes à la mesure de la complexité sociale du conflit. Du seul point de vue de l'État, il est clair que le « centralisme » démocratique de Siad Barre a échoué. Le simulacre nationaliste et pan-somali de l'unité a cessé d'exister. Comme disent les Somaliens, sa coquille a éclaté : « On peut maintenant en faire une omelette ou des œufs brouillés mais certainement pas la reconstituer ! » (Samater 1997 : 46).

En l'occurrence, la majorité des acteurs de la scène politique s'accordent à penser qu'une réorganisation de l'administration territoriale devra octroyer plus d'importance aux autonomies locales. Le sentiment régionaliste s'est imposé de lui-même pour dépasser des allégeances claniques trop réductrices. Réunis en congrès à Baidoa dans le sud du pays en février 1995, les Dighil et les Mirifle ont par exemple suggéré la création d'une région centrale pour les Hawiye, de l'entre-deux-rivières pour les Rahanwein, du Cap pour les Darod et du Somaliland pour les Isaaq (Mukhtar 1996 : 552). D'autres ont proposé un arrangement en six entités, avec un Somaliland à dominante isaaq, un Puntland à dominante darod mijertein, un Centre à dominante hawiye, une région de Bay et Bakool à dominante dighil et mirifle et des territoires cosmopolites à Mogadiscio et dans un Jubaland s'étendant jusqu'au Gedo (Bryden 1999 : 134-140).

Les experts, eux, proposent trois modèles : la décentralisation, qui laisse le pouvoir au centre ; la fédération, qui partage le pouvoir entre le centre et les États membres ; et la confédération, qui répartit le pouvoir entre les États membres (Lewis *et al.* 1995 ; Adam 1994 : 114-123). La confédération est certainement le cadre étatique le plus lâche puisqu'il autorise aussi bien l'intégration de nouveaux territoires, comme en Suisse, que la séparation, comme en Sénégal. Il a pour avantage d'empêcher la constitution d'une armée puissante mais pour défaut de démultiplier les dépenses de l'administration et de ne pas mettre en place des systèmes de péréquation susceptibles de redistribuer les richesses. Fédération et décentralisation, elles, ont certains arguments en leur faveur. Leur capacité de mobilisation nationale en cas de crise n'est pas le moindre. En revanche, le risque est de favoriser les conflits entre le centre et sa périphérie, voire de reproduire à l'intérieur d'unités territoriales de plus en plus fragmentées des discriminations en vigueur à l'échelle nationale.

Relativement proche de la Somalie d'un point de vue géographique et culturel, un des modèles les plus cités en la matière est celui de la fédération des Émirats Arabes Unis dans le Golfe. La difficulté, là aussi, avait été d'amalgamer des centres multiples. Au moment de la décolonisation britannique, en 1971, tant Manama qu'Abou-Dhabi, par exemple, se disputaient à propos du siège de la future capitale fédérale. L'île de Bahreïn, dont la population était aussi nombreuse que celle des autres émirats réunis, exigeait par ailleurs une représentation proportionnelle au sein du

Conseil suprême. Après avoir essuyé un refus, elle a proclamé son indépendance, imitée bientôt par la péninsule du Qatar. Sur le continent, les autres émirats, à savoir Abou-Dhabi, Doubaï, Adjman, Oum-el-Qaiwain, Chardjah et Foudjeïrah, ont donc formé une fédération à six, rejointe en 1972 par Ras-el-Kheymah (*Le Monde* 1991). Le boom pétrolier qui s'ensuivit a scellé leur alliance d'intérêts.

En Somalie, cependant, aucune manne pétrolière n'a permis « d'arrondir les angles » en ce qui concerne la distribution du pouvoir et la péréquation des ressources. La pauvreté en tant que telle n'est certes pas à l'origine du conflit. C'est plutôt la déliquescence du contrôle social qui explique la perpétuation et la dérive criminelle des luttes armées. Mais c'est aussi la répartition des sources de pouvoir – et donc de richesses – qui constitue un enjeu politique. Le modèle consociationnel¹ présente un intérêt certain à cet égard. Inventé par des Hollandais en 1917, il accorde en effet un droit de veto aux minorités et assure un partage des ressources plus équitable avec des quotas, ce qui semble réussir en Afrique du Sud depuis 1994 mais a échoué lors des expériences de 1943-1975 au Liban, 1959-1964 à Chypre, 1955-1969 en Malaisie et 1970-1987 aux îles Fidji.

A priori, une telle approche paraît surtout convenir au mode consensuel de résolution des conflits chez les Somali. Un éventuel gouvernement d'unité nationale devra représenter les intérêts de toutes les parties en présence. Dans le même ordre d'idées, la stricte séparation des pouvoirs législatif et exécutif ainsi que l'instauration d'un Sénat des régions aux côtés d'une Chambre des députés pourraient aider à défendre la position des groupes minoritaires. Le scrutin à la proportionnelle, garant d'un véritable multipartisme, est généralement plus sûr dans ce cas que les élections à la majorité relative ou absolue, qui privilégient le bipartisme et, de ce fait, écrasent les petits partis. La proportionnelle atteint des résultats encore meilleurs si l'on oblige les candidats à remporter un minimum de 20 % des voix par exemple, et ce dans les deux tiers des circonscriptions, comme pendant la Deuxième République nigériane entre 1979 et 1983. Le risque d'éclatement des assemblées séluées et les difficultés à former un gouvernement de coalition sont alors contrebalancés par la nécessité imposée aux partis politiques de réunir au moins 5 % des voix pour entrer au Parlement.

Au final, c'est bien entendu aux Somaliens de repenser une vie commune, quitte à rejeter les expériences parlementaires qui ont échoué à l'indépendance. Pour beaucoup, le multipartisme n'est pas une garantie de démocratie et de représentativité (Samatar 1992b : 213-216). La légitimité du pouvoir apparaît autrement plus importante. De ce point de vue, la sécession du Somaliland démontre que la paix et la reconstruction sont possibles. En l'occurrence, les Conseils d'Anciens ont beaucoup joué pour restaurer un semblant d'autorité et de stabilité dans cette région. Dans le Sud, au contraire, le plus grand risque que font peser les seigneurs de guerre, est sans doute, justement, de détruire la tradition et sa capacité à résoudre les conflits.

Mais la seule force des armes ne peut pas parler indéfiniment, ainsi qu'en témoigne le cas du Libéria. En août 2000, une conférence de paix, réunie à Arta, en République de Djibouti, s'est dotée d'un Parlement et d'un gouvernement de transition. Si ce dernier n'a pas encore réussi à s'imposer à Mogadiscio, il a innové en accordant plus d'importance à la diaspora somalienne. Un pays entier s'est redécouvert sur les chemins de l'exode et de l'exil. Une telle perspective n'exclut pas, en guise de contrat social, la reformulation d'un régionalisme à la carte, voire d'un discours religieux qui transcende les clivages claniques : depuis quelque temps, le mouvement islamiste a marqué des points sur la scène politique, en appelant à l'unité de l'*oumma*, la communauté musulmane. Entre guerre et paix, le sud de la Somalie est en train de s'inventer de nouvelles formes d'organisation politique. Sur les décombres d'un État dictatorial, les hostilités ont paradoxalement attisé les différenciations claniques tout en favorisant la libre parole, la critique et l'élargissement du champ de réflexion politique et économique.

¹. Système d'organisation du pouvoir associant le principe « une homme, une voix » à la protection institutionnelle des minorités légalement reconnues : il accorde un droit de veto aux minorités et assure un partage des ressources plus équitable avec des quotas.

BIBLIOGRAPHIE

- ADAM H.M. 1992, « Militarism, Warlordism or Democracy ? », *Review of African Political Economy*, 54.
- 1994, « Somalia : Federalism and Self-Determination », in P. Woodward & M. Forsyth, eds, *Conflict and Peace in the Horn of Africa : Federalism and its Alternatives*, Aldershot, Dartmouth.
- 1995, « Somalia : A Terrible Beauty Being Born ? », in I.W. Zartman, ed., *Collapsed States. The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*, Boulder, Lynne Rienner.
- AFRAH M.M. 1994, *The Somali Tragedy*, Mombasa, Mohamed Printers.
- AFRAX M.D. 1994, « The Mirror of Culture : Somali Dissolution Seen through Oral Expression », in A.I. Samatar, ed., *The Somali Challenge. From Catastrophe to Renewal*, Boulder, Lynne Rienner.
- ALI A.Q. 1997, « The Foreign Factor In The Somali Tragedy », in H.M. Adam & R. Ford, eds, *Mending Rip in the Sky. Options for Somali Communities in the 21st Century*, Lawrenceville (NJ), Red Sea Press.
- ANDREZEJEWSKI B.W. & GALAAL M.H. 1963, « A Somali Poetic Combat », *Journal of African Studies* 2 (1), (2), (3).
- ARONSON D. 1980, « Kinsmen and Comrades : Towards a Class Analysis of the Somali Pastoral Sector », *Nomadic Peoples*, 7.
- BESTEMAN C. 1995, « The Invention of Gosha : Slavery, Colonialism, and Stigma in Somali History », in A. Jimale Ahmed, ed., *The Invention of Somalia*, Lawrenceville, Red Sea Press.
- 1996, « Violent Politics and the Politics of Violence : The Dissolution of the Somali Nation-State », *American Ethnologist*, 23 (3).
- 1999, *Unraveling Somalia. Race, Violence and the Legacy of Slavery*, Philadelphia, University Press of Pennsylvania.
- BRYDEN M. 1999, « New Hope for Somalia ? The Building Block Approach », *Review of African Political Economy*, 26 (79), mars.
- CLARK J. 1993, « Debacle in Somalia : Failure of the Collective Response », in L. Damrosch, ed., *Enforcing Restraint : Collective Intervention in Internal Conflicts*, New York, Council on Foreign Relations Press.
- COMPAGNON D. 1991, « Somalie. L'aube de l'après-Siyaad Barre », *Politique africaine*, 41.
- DAVIDSON B. 1975, « Somalia Towards Socialism », *Race and Class*, 17 (1).
- DECREAENE P. 1977, *L'expérience socialiste somalienne*, Paris, Berger-Levrault.
- DOOL A. 1998, *Failed States. When Governance Goes Wrong*, Londres, Horn Heritage Publ., 339 p.
- DRYSDALE J. 1992, *Somalia : Problems of Rebuilding a Nation*, Hove, Quantum Books.
- FERNYHOUGH T. 1986, « Social Mobility and Dissident Elites in Northern Ethiopia : The Role of Banditry, 1900-69 », in D. Crummey, ed., *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*, Londres, Heinemann.
- FROMENT A. 1994, « Race et Histoire : la recomposition idéologique de l'image des Égyptiens Anciens », *Journal des Africanistes*, 64 (1).
- GESHEKTER C. 1997, « The Death of Somalia in Historical Perspective », in H.M. Adam & R. Ford, eds, *Mending Rips...*, *op. cit.*
- GHALIB J.M. 1995, *The Cost of Dictatorship. The Somali Experience*, New York, Lilian Barber, 267 p.
- HANLEY G. 1993, *Warriors. Life and Death among the Somalis*, Londres, Eland, 179 p.
- HEINZE P.B. 1991, *The Horn of Africa : From War to Peace*, Londres, McMillan.
- HELANDER B. 1996, « The Hubber in the Land of Plenty : Land, Labor, and Vulnerability Among a Southern Somali Clan », in C. Besteman & L. Cassanelli, eds, *The Struggle for Land in Southern Somalia. The War Behind the War*, Boulder (Co), Westview Press.
- HUSSEIN S. 1997, « Somalia. A Destroyed Country and A Defeated Nation », in H.M. Adam & R. Ford, eds, *Mending Rip...*, *op. cit.*
- ISSA-SALWE A.M. 2000, *Cold War Fallout. Boundary Politics And Conflict In The Horn Of Africa*, Londres, Haan, 175 p.
- JARDINE D. 1936, *The Mad Mullah of Somaliland*, Londres, Herbert Jenkins.
- JIMALE AHMED A. 1996, *Daybreak is Near. Literature, Clans, and the Nation-State in Somalia*, Lawrenceville, Red Sea Press.
- JOINT-DAGUENET R. 1994, *Histoire moderne des Somalis. Les Gaulois de la Corne de l'Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- KUSOW A.M. 1994, « The Genesis of the Somali Civil War : A New Perspective », *Northeast African Studies*, 1 (1).
- LAITIN D. 1976, « The Political Economy of Military Rule in Somalia », *Journal of Modern African Studies*, 14 (3).
- 1977, *Politics, Language and Thought : The Somali Experience*, Chicago, University of Chicago Press.
- 1979, « Somalia's Military Government and Scientific Socialism », in C. Rosberg & R. Callaghy, eds, *Socialism in Sub-Saharan Africa : A New Assessment*, Berkeley, University of California Press.
- LAITIN D. & SAMATAR S. 1987, *Somalia. A Nation in Search of a State*, Boulder, Westview Press, 198 p.
- Le Monde*, 21 décembre 1991 et 5 novembre 1999.
- LEFEBVRE J. 1993, *Arms for the Horn. US Policy in Ethiopia and Somalia, 1953-1993*, Pennsylvanie, University of Pittsburgh Press.
- LEWIS I.M. 1965, « Shaikhs and Warriors in Somaliland », in M. Fortes & G. Dieterlen eds, *African Systems of Thought*, Oxford, Oxford University Press.
- 1972, « The Politics of the 1969 Somali Coup », *Journal of Modern African Studies*, 10 (3).
- 1980, *A Modern History of Somalia. Nation and State in the Horn of Africa*, Londres, Longman.
- 1994a, *Blood and Bone. The Call of Kinship in Somali Society*, Lawrenceville (NJ), Red Sea Press.
- 1994b, *Peoples of the Horn of Africa. Somali, Afar and Saho*, 2^e éd., Londres, Haan, International African Institute, 228 p. [1^{ère} éd. 1955]

- LEWIS I.M. *et al.* 1995, *A Study of Decentralised Political Structure for Somalia. A Menu of Options*, Londres, London School of Economics & European Union, 97 p.
- LYONS T. & SAMATAR A.I. 1995, *State Collapse, Multilateral Intervention, and Strategies for Political Reconstruction*, Washington, Brookings, 99 p.
- MAKINDA S.M. 1993, *Seeking Peace from Chaos. Humanitarian Intervention in Somalia*, Boulder, Lynne Rienner, 92 p.
- MARCHAL R. 1992, « La guerre à Mogadiscio », *Politique africaine*, 46.
- MIEGE J. 1968, *L'impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours*, Paris, SEDES.
- MOHAMED-ABDI M. 1995, *Xeer Soomaali. La cohésion de la nation*, Besançon, Université d'histoire, multigr.
- 2000, « Les bouleversements induits par la guerre civile en Somalie : castes marginales et minorités », *Autrepart*, 15.
- MONFREID H. de 1936, *Les guerriers de l'Ogaden*, Paris, NRF.
- MORIN D. 1986, « Le parcours solitaire de la Somalie », *Politique africaine*, 23.
- 1993, « Reconstruire la Somalie », *Politique africaine*, 49.
- MOYSE-BARTLETT H. 1956, *The King's African Rifles*, Aldershot, Dartmouth.
- MUKHTAR M.H. 1996, « The Plight of the Agro-Pastoral Society of Somalia », *Review of African Political Economy*, 23 (70), décembre.
- PATEMAN R. 1995, « Intelligence Operations in the Horn of Africa », in J. Sorenson, ed., *Disaster and Development in the Horn of Africa*, Londres, McMillan.
- PATMAN R.G. 1990, *The Soviet Union in the Horn of Africa : The Diplomacy of Intervention and Disengagement*, Cambridge, Cambridge University Press.
- PESTALOZZA L. 1974, *Chronique de la Révolution somalienne*, Paris, Éd. Afrique-Asie-Amérique latine, 343 p.
- PETERSON S. 2000, *Me against my Brother : At War in Somalia, Sudan, and Rwanda : A Journalist Reports from the Battlefields of Africa*, Londres, Routledge, 357 p.
- PRUNIER G. 1985, « Structures de clan et pouvoir politique en Somalie », *Cultures et développement*, 17 (4).
- 1997, « The Experience of European Armies in Operation Restore Hope », in W. Clarke & J. Herbst, eds, *Learning from Somalia. The Lessons of Armed Humanitarian Intervention*, Boulder, Westview.
- RAWSON David 1994, « Dealing with Disintegration : US Assistance and the Somali State », in A.I. Samatar, ed., *The Somali Challenge. From Catastrophe to Renewal*, Boulder, Lynne Rienner.
- RÉVOIL G. 1880-1881, *La Vallée du Darror. Voyage aux pays somalis*, Paris, Challamel.
- 1880, *Voyage au cap des Aromates*, Paris, E. Dentu.
- SAHNOUN M. 1994, *Somalia, the Missed Opportunities*, Washington DC, US Institute for Peace.
- SAMATAR A. 1988, *Socialist Somalia : Rhetoric or Reality ?*, Londres, Zed Books.
- SAMATAR A. & A. 1987, « The Material Roots of the Suspended African State : Arguments from Somalia », *Journal of Modern African Studies*, 25 (4).
- SAMATAR A.I. 1987, « Merchant Capital, International Livestock Trade and Pastoral Development in Somalia », *Canadian Journal of African Studies*, 21 (3).
- SAMATAR S. 1982, *Oral Poetry and Somali Nationalism. The Case of Sayyid Mahammad 'Abdille Hasan*, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1992a, « Destruction of State and Society in Somalia. Beyond the Tribal Convention », *Journal of Modern African Studies*, 30 (4).
- 1992b, « Social Decay and Public Institutions. The Road to Reconstruction in Somalia », in M. Doornbos, ed., *Beyond Conflict in the Horn : Prospects for Peace, Recovery and Development in Ethiopia, Somalia and the Sudan*, Londres, James Currey.
- 1993, « Under Siege : Blood, Power and the Somali State », in P. Anyang' Nyong'o, ed., *Arms and Daggers in the Heart of Africa*, Nairobi, African Academy of Sciences.
- SAMATER I.M. 1997, « Light at the End of the Tunnel : Some Reflections on the Struggle of the Somali National Movement », in H.M. Adam & R. Ford, eds, *Mending Rips...*, *op. cit.*
- SCHRAEDER P.J. 1994, « The End of the Cold War and US Foreign Policy toward the Horn of Africa in the Immediate Post-Siyaad and Post-Mengistu Era », *Northeast African Studies*, 1 (1).
- SELASSIE B. 1980, *Conflict and Intervention in the Horn of Africa*, New York, Monthly Review Press.
- SMITH S. 1992, « Mogadiscio, paysage de désolation et d'anarchie », *Libération*, 28 février.
- 1993, *Somalie, la guerre perdue de l'humanitaire*, Paris, Calmann-Lévy, 243 p.
- STANTON E.A. 1935, « Secret Letters from the Khedive Ismail in Connection with an Occupation of the East Coast of Africa », *Journal of the Royal African Society*, vol. 34.
- TRIPODI P. 1999, *The Colonial Legacy in Somalia : Rome and Mogadishu, From Colonial Administration to Operation Restore Hope*, New York, St. Martin's Press, 272 p.
- TURTON E.R. 1970, « Kirk and the Egyptian Invasion of East Africa in 1875 : A Reassessment », *Journal of African History*, vol. 11.
- WALDRON S. & HASCI N. 1994, *Somali Refugees in the Horn of Africa*, Oxford, Refugee Studies Programme, 100 p.
- WEISS T.G. 1999, *Military-Civilian Interactions. Intervening in Humanitarian Crises*, Lanham (Maryland), Rowman & Littlefield.